Et maintenant, qu'adviendra-t-il de la **Libye** ?

Cahier Perspectives et page C 9

Carl Coppens, fils de pub, poète et romancier

Cahier Livres

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 240 ◆ LES SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 OCTOBRE 2011 2,63 $ + TAXES = 2,99 $

RICHARD DESJARDINS ET ROBERT MONDERIE AU *DEVOIR*

Trou Story en terrain miné

Leur dernier documentaire attaque la voracité de l'industrie minière avec la complicité d'État

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Après *L'erreur boréale* et *Le peuple invisible*, Richard Desjardins et Robert Monderie proposent maintenant *Trou Story*.

ODILE TREMBLAY

On rencontre Richard Desjardins et Robert Monderie dans une brasserie du quartier Ahuntsic, où les compagnons d'armes et d'indignation tiennent souvent leurs quartiers généraux, loin des regards curieux de la clique du Plateau.

Mais leur cœur bat en Abitibi. Le poète-chanteur, si souvent entre disques et tournées, n'a pas remisé sa caméra, son vieux complice non plus. Voici que le tandem lance dans deux semaines, avec première le 30 octobre au Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue: *Trou Story*, attaque contre la voracité de l'industrie minière avec complicité d'État.

«On pourrait aussi être partenaires du projet minier. Alors pourquoi ce sont des étrangers qui vont transformer notre minerai ailleurs? Pourquoi on fait juste fournir le matériau? [...] C'est le modèle colonial qui perdure et la fierté prend le bord.»

Sur une narration musclée de Desjardins, le documentaire revient sur l'histoire d'une exploitation privée du territoire avec des mineurs, au départ non syndiqués, mourant dans leurs couloirs souterrains aux émanations toxiques. *Trou Story* condamne aussi les richesses du sous-sol envolées dans les poches des multinationales en laissant des *«pinottes»* sur le territoire et un environnement ravagé.

Quand le tandem avait réalisé en 1999 le documentaire

VOIR PAGE A 12: **MINES**

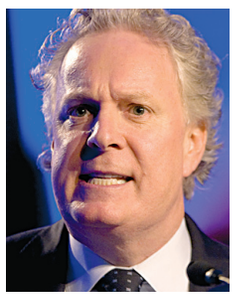
COMMISSION SUR LA CONSTRUCTION

Charest plie sous la pression

La juge Charbonneau pourra contraindre les personnes à témoigner

ROBERT DUTRISAC

Québec — Dans une volte-face aussi spectaculaire qu'inattendue, le premier ministre Jean Charest a finalement cédé à la pression: la juge France Charbonneau pourra à sa demande obtenir le pouvoir de contraindre les personnes à témoigner devant la commission d'enquête qu'elle préside sur la collusion et la corruption dans la construction.



Jean Charest

Devant quelque 2000 délégués libéraux réunis au 31e congrès du parti, le chef libéral a annoncé son changement de cap en plein milieu de son discours. *«Je veux ce soir m'adresser à tous les Québécois pour leur dire ceci: nous allons faire confiance à cette commission»*, a commencé par dire Jean Charest. *«Dans la progression de ses travaux avec le cumul des éléments de preuve qu'elle aura réunis, cette commission, et tout en protégeant la preuve, si la juge Charbonneau en venait à la conclusion qu'un pouvoir de contrainte devenait nécessaire, et si elle en faisait la recommandation, le gouvernement acceptera»*, a-t-il poursuivi sous les applaudissements nourris des militants libéraux manifestement soulagés.

Plus tôt dans la journée, le bâtonnier du Québec, Louis Masson, avait taillé en pièce la commission «sur mesure» lancée mercredi par le premier ministre, une commission qui n'avait pas le pouvoir de convoquer les témoins, ni celui d'obtenir des documents, et qui ne pouvait fournir l'immunité aux témoins. Le bâtonnier Louis Masson a reproché au gouvernement libéral de ne pas en faire assez

VOIR PAGE A 12: **CHAREST**

■ **L'analyse de Louis-Gilles Francœur, Un véritable dossier noir, en page A 9**

■ **Le Barreau met son poids dans la balance, page A 6** ■ **Une porte est grande ouverte pour Legault, page A 7** ■ **La chronique de Michel David: Un terrible dilemme, page B 3** ■ **L'éditorial de Bernard Descôteaux: Briser le silence, page B 4**

AGENCE FRANCE-PRESSE

CULTURE

L'invasion des zombies gagne Montréal

■ **À lire en page A 10**

INDEX

Annonces..... C 7
Avis publics C 10
Bourse..... C 2
Carrières..... C 6
Mots croisés. D 6
Météo..... C 8
Sports..... C 10
Sudoku ..... D 6

PARAMOUNT

Une scène du film *Les aventures de Tintin: le secret de La Licorne*, transposition sur grand écran et en 3D de l'univers d'Hergé par le duo Spielberg et Peter Jackson.

Dans l'épicentre du tsunami Tintin

«Le meilleur raconteur d'histoires au cinéma rend hommage au plus célèbre raconteur d'histoires en bande dessinée»

FABIEN DEGLISE

Le Devoir à Bruxelles

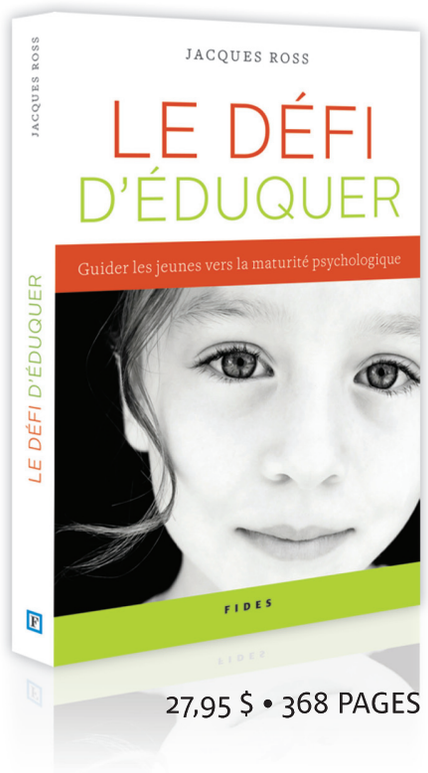
C'est le même manège qui se joue chaque matin depuis plus d'un siècle, place du Jeu-de-balle dans le quartier des Marolles, le plus ancien de la capitale belge. Sur le pavé, entre les platanes, beau temps, mauvais temps, les antiquaires y déploient leurs trouvailles sous le nez des chineurs en quête de pièces rares et de vieilleries. On scrute, on évalue, on négocie, on contemple et surtout, on tisse des liens, par l'objet, entre passé et présent.

L'endroit est connu. Couru aussi des touristes. Mais hier, le célèbre marché aux puces de Bruxelles avait aussi un petit quelque chose de plus. Hasard sans coïncidence, un Bruxellois anonyme s'y promenait en effet avec son petit chien blanc, inspirant du coup une vision persistante: celle d'un trois-mâts miniature baptisé

VOIR PAGE A 12: **TINTIN**

www.groupefides.com

Pour nos jeunes, pour une éducation humaniste



FIDES F

Mikhaïl Gorbatchev à Montréal

L'Occident a omis de s'attaquer à ses propres problèmes

L'ex-dirigeant de l'URSS entend chez les indignés « des protestations légitimes en conformité avec les règles démocratiques »

CLAUDE LÉVESQUE

C'est parce que l'Occident a vu dans la fin de la guerre froide une victoire plutôt qu'une occasion de s'attaquer aux problèmes du monde que nous vivons aujourd'hui des crises à répétition et que les gens s'indignent à Wall Street et ailleurs, croit le dernier dirigeant de l'Union soviétique.

L'ancien premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS s'adressait hier à un auditoire constitué surtout de gens d'affaires de Montréal, où il était l'invité de la Chambre de commerce. Il a évoqué dans son allocution les grands dossiers qu'il a eu l'occasion de mener pendant les six années où il a exercé le pouvoir: désarmement nucléaire, *perestroïka* et *glasnost*, avant de porter un jugement sévère sur les deux décennies qui ont suivi.

«La seule superpuissance restante, les États-Unis, a revendiqué un monopole du leadership dans le monde, a soutenu Mikhaïl Gorbatchev en russe, traduit en anglais par un interprète. *Or je disais souvent à mes partenaires occidentaux que le changement s'imposait partout, y compris dans leur propre pays.»*

On a pensé en Occident qu'aucun changement n'était requis, qu'on *«pouvait continuer à agir de la même façon en utilisant les mêmes vieux outils comme les pressions militaires et politiques, pour imposer à tous un modèle unique». «On a parlé d'hyperpuissance au sujet des États-Unis, même de la constitution d'une nouvelle sorte d'empire mondial»*, a poursuivi M. Gorbatchev.

Des prétentions que l'ancien dirigeant soviétique qualifie d'*«hallucinations cliniques»* et qui se sont heurtées à la dure réalité du terrain.

«Aujourd'hui, plusieurs personnes aux États-Unis et en Occident le reconnaissent, mais on a quand même perdu beaucoup de temps qui aurait pu servir à résoudre de graves problèmes planétaires», a encore affirmé l'ancien dirigeant.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Brian Mulroney et Mikhaïl Gorbatchev ont participé à un échange public hier.

Pas seulement une crise financière

La crise de 2008 *«n'est pas seulement une crise financière, c'est la crise d'un certain modèle de développement fondé sur le fondamentalisme du marché, la recherche excessive du profit, la surconsommation ainsi que l'irresponsabilité sociale et environnementale»*, a affirmé Mikhaïl Gorbatchev, qui voit dans l'occupation des parcs publics des villes occidentales *«des protestations légitimes en conformité avec les règles démocratiques»*.

«La crise n'est pas finie et, malgré cela, les leaders financiers se versent de généreuses primes», a-t-il ajouté.

L'ancien premier ministre canadien Brian Mulroney a participé à un échange avec M. Gorbatchev après l'allocution de ce dernier. Interrogé ensuite par des journalistes au sujet de ces protestations populaires, M. Mulroney a défendu leur caractère démocratique et exprimé de la sympathie pour les gens qui subissent les effets de la crise, tout en mettant en garde contre une *«diabolisation des banquiers ou d'autres groupes de la société»*.

Selon Mikhaïl Gorbatchev, le monde n'est pas beaucoup plus sûr aujourd'hui qu'avant la fin de la guerre froide, et ce, parce que la diplomatie ne fonctionne pas. L'ancien chef soviétique a déploré la multiplication *«des conflits et des crises, non seulement dans les pays du tiers monde, mais aussi dans cette Europe que j'espérais voir à l'avant-garde du changement vers un monde meilleur»*.

«Au lieu d'un nouvel ordre mondial, on a assisté à une expansion des troubles et de la confusion à travers le monde à cause d'un déficit de leadership au niveau international, a déploré M. Gorbatchev. *Le G8 n'est pas assez représentatif et le G20 n'est pas encore devenu un outil efficace pour résoudre les problèmes.»*

M. Gorbatchev a brièvement évoqué l'avenir de la Russie, l'État successeur de la défunte URSS. Si la direction actuelle (Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine) demeure au pouvoir après les prochaines élections, le système politique devra quand même changer à son avis, sous peine de *«conséquences dramatiques»*. M. Gorbatchev estime que la Russie n'est qu'à *«mi-chemin dans sa transition du totalitarisme à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché»*.

Le Devoir

AUJOURD'HUI SEULEMENT
LE SAMEDI 22 OCTOBRE
10 %
DE RABAIS SUR LES VINS DU
CHILI
La modération a bien meilleur goût.
EducAlcool
Chile | Vinos de Chile
PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS
SAQ
18+ Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre *Obtenez 10 % de rabais sur les vins du Chili* est en vigueur le samedi 22 octobre 2011 seulement et s'applique uniquement aux vins du Chili offerts en succursale et dans SAQ.com. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

Mort violente de Kadhafi: c'était inévitable, selon Mulroney

LIA LÉVESQUE

La mort du colonel Mouammar al-Kadhafi n'a pas ému outre mesure l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney, qui estime que son décès violent était inévitable, un jour ou l'autre, à cause de la façon dont il a traité son peuple.

«C'est la conséquence inévitable d'un régime brutal et criminel. Alors, lorsqu'on abuse de la population pendant 42 ans, il faut s'attendre à ce que le dénouement manque d'élégance. C'est le cas», a commenté celui qui fut premier ministre conservateur du Canada de 1984 à 1993.

L'ancien premier ministre Mulroney a fait ces commentaires hier, après qu'il eut rencontré à Montréal l'ancien président de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), Mikhaïl Gorbatchev, à l'occasion d'un déjeuner organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Des moyens pacifiques

M. Gorbatchev lui-même, dans son allocution, a fait allusion à la mort violente du dictateur libyen, survenue jeudi. Il a quant à lui déploré le fait que certains se réjouissent de la mort violente du colonel Kadhafi. *«Quand la mort du colonel Kadhafi est applaudie, je n'aime pas ça, bien sûr, même si Kadhafi lui-même est à blâmer en partie pour ce qui est arrivé dans son pays»*, a affirmé M. Gorbatchev.

L'ancien président de l'URSS a plaidé pour les moyens pacifiques de résoudre les crises, même dans l'actuelle Libye. *«Quand les conflits sont résolus par des moyens comme les missiles et les bombes, cela a tendance à étendre les crises»*, a-t-il soutenu.

Mais plus tard, interrogé séparément par les journalistes, M. Mulroney s'est dit en désaccord sur ce point avec M. Gorbatchev.

Il a dit craindre *«moins que lui»* les missiles et les bombes, *«parce que ça a été initié largement par la population locale»*, cette révolte populaire contre Mouammar al-Kadhafi. *«Ce n'est pas tellement un événement extérieur, quoique l'OTAN* [Organisation du traité de l'Atlantique nord] *ait été indispensable là-dedans. Mais c'était une révolution interne pour se débarrasser d'un dictateur»*, a conclu l'ancien premier ministre du Canada.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

JUGES CONFIRMÉS

CHRIS WATTIE REUTERS

LES HAUTS CRIS *du Barreau du Québec, du Nouveau Parti démocratique et du Bloc québécois n'auront rien changé. Les nominations d'Andromache Karakatsanis et de Michael Moldaver (notre photo) à la Cour suprême du Canada ont été confirmées hier malgré l'unilinguisme de ce dernier. «En plus de leur vaste expérience dans différents domaines, ces deux juges apportent à la Cour suprême du Canada énormément de compétence, de sagesse et de jugement, a déclaré par voie de communiqué la juge en chef, Beverly McLachlin. Mes collègues et moi-même nous réjouissons à l'idée de travailler avec eux.» M. Moldaver s'est fait ouvertement critiquer lors de son passage devant les députés cette semaine pour n'avoir jamais déployé d'efforts pour apprendre le français. Mme Karakatsanis, au contraire, parle anglais, français et grec. Le NPD, le BQ et le Barreau estiment tous que le bilinguisme devrait être obligatoire à la Cour suprême, mais le premier ministre n'en a pas tenu compte. Les juges seront assermentés jeudi prochain.*

Ottawa investit un milliard pour les blindés légers canadiens

Edmonton — La flotte de blindés légers des Forces canadiennes subira une cure de rajeunissement d'un milliard de dollars afin de les rendre plus résistants et plus rapides.

Le gouvernement fédéral a annoncé que ses 550 véhicules LAV III seront améliorés afin de prolonger leur vie utile jusqu'en 2035. Ces changements rendront les véhicules blindés légers plus résistants aux bombes et aux mines et amélioreront leurs capacités de déplacement, ainsi que leurs systèmes informatiques intégrés.

Le contrat a été octroyé à General Dynamics Land Systems, qui a des usines à Edmonton et à London, en Ontario.

Les véhicules blindés légers constituaient une composante essentielle de la mission canadienne en Afghanistan.

Ces véhicules rapides et équipés de huit roues portent un canon et des mitraillettes. Ils peuvent transporter de petits groupes de soldats.

La Presse canadienne

La Constitution attendra

Les quatre candidats à la chefferie du NPD prônent la méthode Layton en ce qui concerne la place du Québec

MARIE VASTEL
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Peu importe qui sera le prochain chef du Nouveau Parti démocratique, la politique du parti concernant l'intégration du Québec dans la Constitution ne devrait pas changer. Les quatre principaux candidats en lice pour remplacer Jack Layton s'entendent ainsi pour dire que le débat constitutionnel ne fait pas partie de leurs priorités, ni de celles des Québécois, mais qu'il faut dans l'attente poser des gestes concrets pour la province.

Un jour, il faudra régler la situation. Mais pas tout de suite. Et pas question de se fixer un échéancier, ont tour à tour plaidé au *Devoir* Thomas Mulcair, Brian Topp, Paul Dewar et Nathan Cullen.

Lieutenant québécois de Jack Layton pendant quatre ans — ayant alors vivement défendu la place faite au Québec par son parti —, M. Mulcair reprend les propos de son ancien chef: il promet de poser des *«gestes significatifs pour donner un sens à la reconnaissance de la nation québécoise»*. Et il évoque quelques initiatives chères au NPD — imposer le français comme langue de travail dans les institutions fédérales non couvertes par la loi 101, garantir le poids politique du Québec dans la réforme de la carte électorale canadienne, encadrer le pouvoir fédéral de dépenser — pour illustrer ces *«gestes concrets»* qui aideront à *«relever le défi historique de trouver une place pour le Québec au sein du Canada»*.

Mais selon lui, *«il n'y a pas besoin de toucher à la Constitution»* pour parvenir à cet objectif. *«Je trouve regrettable que le Québec se soit fait imposer une Constitution qui jouait dans ses champs de compétence,* a-t-il indiqué en entrevue. *Les échecs de Meech et de Charlettetown prouvent que ce carcan non voulu est devenu intolérable. Mais il faut apprendre de ces événements: pour l'instant, rien ne nous empêche d'agir par des lois. Et une fois que ces lois auront été appliquées pendant un certain temps, tout le monde va se rendre compte que ça pourrait être constitutionnalisé.»* Cette deuxième étape est toutefois encore très loin, et non nécessaire actuellement, soutient M. Mulcair.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Thomas Mulcair, premier député du NPD élu au Québec, défend vivement la place faite au Québec par son parti.

Brian Topp

Même discours du côté de l'ex-stratège néodémocrate Brian Topp, qui a dirigé les campagnes qui ont mené à l'élection d'un premier député dans la province — M. Mulcair — et à la percée historique du parti au Québec en mai dernier.

Celui qui rappelle qu'il a travaillé aux côtés de Jack Layton à rédiger ses politiques pour le Québec reprend mot à mot les phrases-clés de l'ancien chef. M. Topp reconnaît qu'il *«y a du travail qui n'est pas fini sur la Constitution canadienne, ça c'est certain»*, mais il souligne qu'il faudra attendre d'avoir *«les conditions gagnantes»* avant de se lancer de nouveau dans une ronde de discussions. Mais comme son ancien patron, il explique très peu ce que pourraient être ces *«conditions gagnantes»* et à quel moment elles pourraient être réunies. Comme son adversaire montréalais, M. Topp récite les propositions de son parti pour défendre les intérêts de la province au pays. Quant à de nouvelles idées, il rappelle que la campagne ne fait que commencer.

«On ne peut pas refaire le lac Meech ou Charlottetown, qui étaient si "divisifs" et qui n'ont pas marché. On ne peut pas rater notre coup», a-t-il martelé au *Devoir* cette semaine. Or l'aspirant-chef refuse tout pronostic. *«Ce n'est pas un dossier qui peut traîner 100 ans, mais ce n'est pas un dossier que nous allons régler l'année prochaine.»* Un engagement pour un premier mandat à la tête du pays, s'il y accède un jour? *«Si possible.» «Je pense que ceux qui ont fait des promesses là-dessus, des deux côtés de ce débat, l'ont regretté»*, précise-t-il cependant.

Paul Dewar et Nathan Cullen indiquent, comme M. Topp, que ce n'est pas la principale priorité de *«M. et Mme Tout-le-monde»* que d'exiger la ratification de la Constitution. Il faut plancher pour le moment sur des enjeux qui préoccupent les Québécois autant que les Canadiens, comme l'environnement, les soins de santé ou l'éducation, qui ne divisent pas le pays. Car c'est le message qu'ont envoyé à Ottawa les Québécois le 2 mai dernier, selon eux, en votant en grande majorité pour des partis fédéralistes.

Sur la question de la clarté référendaire, les candidats appuient la position de Jack Layton: la règle du «50 % + 1» est *«incontournable»*, mais la question doit être claire, dit M. Mulcair à l'instar de ses adversaires.

Le député d'Ottawa-Centre, Paul Dewar, a toutefois hésité à dire ce chiffre tout haut, répétant au départ qu'il était d'accord *«avec les résolutions du parti»*.

Le Devoir

COEUR DES SCIENCES - UQAM
PROJECTION - DÉBAT
NEUROMARKETING
DES CITOYENS SOUS INFLUENCE?
Un documentaire de Laurence Serfaty
France, 2009, 52 minutes, français
Quand les neurosciences prétendent décoder les comportements des consommateurs : manipulation ou argument de vente de marketing ?
La projection sera suivie d'un débat avec :
↘ Cynthia Forlini, neuroéthique (McGill et IRCM)
↘ Marie-Odile Richard, neurosciences du comportement (UdeM)
Mardi 25 octobre 2011, 18 h
cœur des sciences UQÀM
RIDM Rencontres internationales du documentaire de Montréal
Hydro Québec
LE DEVOIR
www.coeurdessciences.uqam.ca 514 987-0357

Cette semaine, à l'UPop Montréal...
Parlons cerveau II
Café Le Placard – 2129, avenue du Mont-Royal Est
mardi 25 oct. 19h30 Des découvertes comme de longues enquêtes
Révolution féministe
Bar Populaire – 6584 boul. St-Laurent
mercredi 26 oct. 19h Intersectionalité et alliance
La théorie de l'évolution
Centre humaniste de Montréal – 1225, boulevard St-Joseph Est
jeudi 27 oct. 19h Le créationnisme contre la science
UPop montréal
upopmontreal.com

CAUSERIE EN PRÉSENCE DES AUTEURS
LUX
Eric Martin et Maxime Ouellet
UNIVERSITÉ INC.
156 pages - 14,95 $
Pour l'élite politique, les affairistes et les bureaucrates, il est impératif d'augmenter les frais de scolarité. Une telle hausse sauvera nos universités de la faillite, garantira un enseignement de qualité et, ô miracle, ne limitera pas l'accès à l'éducation. *Université inc.* démontre à quel point ce discours repose sur des chiffres tronqués et des arguments biaisés. Nous assistons au détournement pur et simple de l'université vers des fins mercantiles.
Mercredi 26 octobre, dès 18h30
Société des arts technologiques (SAT)
1201, boul. Saint-Laurent
Info: 514-750-5620 – presse@luxediteur.com
IRIS Institut de recherche et d'informations socio-économiques
SAT
www.luxediteur.com

U de M
Faculté de l'éducation permanente
Certificat en journalisme
TRAITEMENT DE L'INFORMATION + ANALYSE CRITIQUE + ATELIERS + STAGES
ADMISSION HIVER 2012
514 343.6090
www.fep.umontreal.ca/journalisme
Université de Montréal

ÉDUCATION

Le financement au rendement ne passera pas

Les commissions scolaires sont prêtes à se réformer, mais refusent que l'argent épargné soit réservé aux écoles qui atteignent les objectifs fixés

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les élèves de l'école primaire Garneau, à Montréal, attendent d'entrer en classe.

LISA-MARIE GERVAIS

Si les commissions scolaires sont ouvertes à réformer leur structure pour donner plus de pouvoir aux écoles, elles s'opposent toutefois vivement au financement selon le rendement, une idée qui fait partie des propositions qui sont débattues au congrès du Parti libéral en fin de semaine. Selon Josée Bouchard, présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), ce serait une *«erreur dévastatrice»* que les économies créées — par des compressions de 300 millions sur trois ans de leurs budgets — soient redistribuées aux écoles qui atteignent les objectifs fixés.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a pour sa part déclaré la guerre à toutes ces propositions qu'appuie la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. La refonte est inutile, croit la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Manon Bernard. *«Dans plusieurs cas, la majorité des budgets sont décentralisés dans les établissements, c'est déjà comme ça que ça existe. Il n'y a rien de nouveau, alors pourquoi ces changements? Si c'est pour des raisons économiques qu'on se le dise, mais qu'on ne tente pas de nous faire croire que c'est pour améliorer le système d'éducation»*, a-t-elle soutenu. *«Ce qui se dégage de tout ça, c'est une vision axée sur la performance, point à la ligne!»* Réjean Parent, de la CSQ, croit que la nouvelle structure appelée *«coop de services»* que veut créer la ministre est une *«coquille vide»*. *«On n'abolit pas, mais on rend ça inopérant»*, a-t-il dit.

Selon la présidente de l'Association des commissions scolaires anglophones, Debbie Horrocks, les directeurs d'école anglophones, à la différence des francophones, s'accommodent bien de leur commission scolaire. *«Les directions veulent faire de la pédagogie et pas de la paperasse»*, a-t-elle rappelé.

Inverser la pyramide

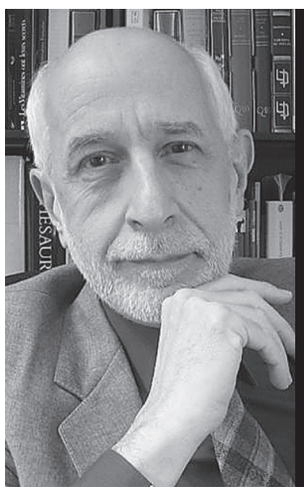
Pour Chantal Longpré, présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissement et membre de la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault, cette intention de la ministre doit être saluée. *«On ne peut pas être en désaccord avec quelque chose qu'on prône depuis des années, mais notre préoccupation est de savoir où ira l'argent. Est-ce que le 50 % qui sera coupé servira à réduire la dette du Québec? On ne peut pas accepter ça»*, a-t-elle indiqué.

Même si la proposition de la ministre ne correspond pas en tout point à celle de la Coalition, Mme Longpré se félicite d'avoir contribué à nourrir cette intention de la ministre Beauchamp.

Celle-ci se défend d'être en *«mode réaction»*. *«J'ai dit* [aux commissions scolaires] *que je serai exigeante. Ma prédécesseure Michelle Courchesne avait même formé un comité de travail pour lutter contre la bureaucratie»*, a-t-elle dit au *Devoir*. Elle refuse de conclure à un échec des commissions scolaires. *«C'est un changement de culture qu'on propose. Je ne traduirais pas ça par de la mauvaise gestion.»*

La FSCQ a par ailleurs dévoilé hier son plan d'action pour plus d'efficacité annoncé en août. Il comprend notamment des mesures pour simplifier l'administration et alléger les structures, accroître l'autonomie des écoles et faire participer davantage la communauté pour redonner un sens à la démocratie scolaire.

Le Devoir



Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514·861·0630
VIEUX-MONTRÉAL

MODE & BEAUTÉ & BIEN-ÊTRE
Les incontournables

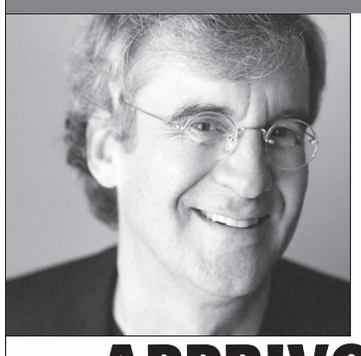
M.E.N. GROVER & PLUS LIBÉ
Établie depuis 1925
MODE BRANCHÉE POUR FORTE TAILLE
• Vêtements de style décontractés et comfortables
• Mode dernier cri pour le bureau et le 5 à 7 de même que des tenues de soirée.
• Experts pour habiller tant l'homme costaud qu'élancé.

ROBERT GRAHAM • NAUTICA • POINT ZÉRO • M.E.N.S.
CUTTER AND BUCK • BUFFALO • JACK VICTOR
4741 rue Wellington, Verdun, Québec, H4G 1X2 (coin de la 3e rue)
514-769-3771 www.groversbigandtall.com

Forfait à la Découverte du St-Christophe
- Une nuitée
- Déjeuner complet pour 2
- Souper Table d'Hôte Découvertes pour 2
- Deux massages de 60 min. *
SUPER PROMO* 269$
*Taxes en sus. À partir de.
* Les soins inclus dans nos forfaits sont : un massage de 60 minutes en solo ou duo, une exfoliation, un enveloppement, un facial ou une réflexologie.
ST-CHRISTOPHE Hôtel-Boutique & Spa | Le Piccolo Restaurant · Bistro · Bar | Spa St-Christophe
450 405-4782 | hotelstchristophe.com
255, rue Denison Est, Granby, Québec J2H 2R4

Pour annoncer dans ce regroupement,
communiquez avec Raphaëlle Sirhan Daneau
au 514 985-3502 ou rdaneau@ledevoir.com

LES GRANDES CONFÉRENCES DU CENTRE ST-PIERRE

Thierry JANSSEN
Auteur, chirurgien, devenu psychothérapeute dans l'accompagnement de malades
Jeudi 3 novembre 2011
19 h — 20 $
LE DÉFI POSITIF
Une autre manière de parler du bonheur et de la santé

Dr. Serge MARQUIS
Médecin, détenteur d'une maîtrise en médecine du travail, spécialiste en santé communautaire
Mercredi 9 novembre 2011
19 h — 20 $
APPRIVOISER LES FORCES DU STRESS
Centre St-Pierre
Réservez tôt | Places limitées
1212, Panet, Montréal, H2L 2Y7
514-524-3561 poste 600
www.centrestpierre.org
BEAUDRY

OPPORTUNITÉ D'AFFAIRES
DEVENEZ FRANCHISÉ YUZU SUSHI
YUZU SUSHI
PASSIONNÉ PAR LA qualité !
26 YUZU partout au Québec
Plusieurs sites disponibles à Montréal dès maintenant!

LE CHOIX DU CONSOMMATEUR 2011 QUÉBEC 6 ANNÉES GAGNANTES
5 000$* de rabais
PROMOTION SALON NATIONAL DE LA FRANCHISE*
Renseignements:
418 521.7253 | 1 855 254.7834
infofranchise@yuzu.ca
www.yuzu.ca
*Rabais applicable à l'achat d'une franchise Yuzu sushi à l'occasion du Salon National de la Franchise et des occasions d'affaires, présenté les 29 – 30 octobre 2011 au Palais des congrès de Montréal. Certaines conditions s'appliquent, détails au Kiosque Yuzu sushi.
SÉANCE D'INFORMATION
Présentation complète de la franchise Yuzu sushi
30 octobre 2011, 9 h à 11h
OPUS Hôtels | 10 Sherbrooke Ouest, Montréal, (QC)
Réservations suggérées : infofranchise@yuzu.ca | 418 521.7253 | 1 855 254.7834

Les travailleurs quittent une dizaine de chantiers

D'autres chantiers pourraient aussi être perturbés dans les prochains jours dans ce mouvement qui ressemble à une fronde contre le projet de loi 33 visant l'abolition du placement syndical dans le milieu de la construction

MARCO BÉLAIR-CIRINO

À quelques jours de l'étude en commission parlementaire du projet de loi 33, qui vise notamment à empêcher les syndicats de s'occuper du placement des travailleurs de la construction, des centaines de travailleurs ont mis abruptement fin hier à leur journée de travail, gênant le déroulement des activités d'une dizaine de chantiers au Québec.

«On a eu beaucoup, beaucoup de signalements, d'un peu partout au Québec. On est en train d'analyser ça», a indiqué le porte-parole de la Commission de la construction du Québec (CCQ), Louis-Pascal Cyr.

Le gouvernement fera aussi face la semaine prochaine à la fronde de la FTQ-Construction et du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC-I) alors que des milliers de travailleurs affiliés à ces syndicats manifesteront leur mécontentement à l'égard du projet de loi devant l'Assemblée nationale.

La CCQ est aux aguets quant à toute infraction à la législation, a fait remarquer M. Cyr. «[En ce qui concerne] *la semaine prochaine, par exemple, on entend beaucoup de choses. Comme dans n'importe quelle situation où on a des informations qui nous disent qu'il pourrait y avoir des incidents, c'est sûr qu'il y a des stratégies* [élaborées pour y faire face].»

Quatre chantiers supervisés par des membres de l'Association de la construction du Québec (ACQ) ont été ciblés hier, a fait savoir un porte-parole à La Presse canadienne. Les activités ont été notamment interrompues à Thurso, en Outaouais, à Jonquière et à Saint-Honoré, au Saguenay, et à Mont-Wright, sur la Côte-Nord.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les travailleurs de la construction membres de la FTQ et du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) contestent le projet de loi 33.

Rio Tinto Alcan

Au chantier de Rio Tinto Alcan à Jonquière, ils étaient un peu plus de 1000 à quitter le travail. Face à des *«comportements non sécuritaires»*, *«la direction du chantier a décidé de fermer pour la journée»*, a expliqué la porte-parole de la compagnie, Claudine Gagnon.

Ailleurs, les monteurs d'acier, tuyautiers, chaudronniers et grutiers — tous des corps de métiers liés aux gros travaux industriels — étaient tout à coup introuvables.

D'autres chantiers pourraient être à leur tour perturbés dans les prochains jours, dont celui de La Romaine, selon diverses sources consultées par *Le Devoir*.

La ministre du Travail, Lise Thériault, martèle que les groupes touchés par le projet de loi 33 ont le droit de s'exprimer, notamment en commission parlementaire. *«C'est le forum privilégié*, répétait-elle hier. *Je fais appel à l'intelligence des dirigeants syndicaux. S'ils croient que ce que nous proposons n'est pas correct, ils doivent nous dire pourquoi et ce qu'ils ont à nous proposer en échange.»*

«Le statu quo *ne peut pas tenir»*, a-t-elle averti. La FTQ-Construction et le CPQMC-I ne peuvent plus se cacher la tête dans le sable en ignorant les manœuvres d'intimidation dans les chantiers, a soutenu Mme Thériault. *«C'est une réalité. On entend y mettre fin tout simplement.»*

Le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, qui appuie sans réserve la volonté du gouvernement libéral de dépoussiérer le placement syndical dans l'industrie de la construction, a mis en garde hier concernant les arrêts de travail dans les chantiers du Québec. *«C'est catastrophique»*, a-t-il affirmé sans détour.

«Il y a eu une campagne de sensibilisation et, je dirais, de peur qui a été faite auprès des travailleurs. Ces travailleurs-là, organisés ou non, ont entrepris ces moyens de pression-là. Ils voudraient, semble-t-il, accroître leurs moyens de pression à l'occasion du début de la commission parlementaire lundi», a-t-il ajouté, priant du même souffle les travailleurs de la construction de *«laisser le processus démocratique fonctionner»*.

Le président de la FTQ, Michel Arsenault, soutient quant à lui que les syndicats ont l'intention de se faire entendre, et il continue de marteler sa position. *«Le placement doit être fait par le syndicat de construction et non pas par des fonctionnaires»*, a-t-il déclaré.

Bureau vandalisé

Par ailleurs, le bureau de Gatineau de la députée Stéphanie Vallée a été vandalisé au cours de la nuit de jeudi à hier, a révélé *Le Droit*. Les malfaiteurs ont dessiné des graffitis avec de la peinture en aérosol noire à proximité de la porte d'entrée de l'immeuble. Les passants pouvaient y lire «commission», «démission» et «corrompu».

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

Embauche au MTQ

Pauline Marois dénonce l'improvisation du gouvernement Charest

PIERRE SAINT-ARNAUD

Boucherville — La chef péquiste Pauline Marois s'interroge sur les sommes qui ont pu être gaspillées au fil des ans par le gouvernement Charest dans sa volonté de réduire la taille de l'État et de confier en sous-traitance à l'entreprise privée les activités qu'il a délaissées.

Selon elle, l'annonce jeudi d'une embauche massive d'ingénieurs et de techniciens au ministère des Transports du Québec (MTQ) pour récupérer l'expertise perdue au fil des ans, tel que le recommandait le rapport Duchesneau, relève de la *«pure improvisation»*.

De passage hier à Boucherville, sur la Rive-Sud de Montréal, Mme Marois a reproché au gouvernement libéral de tenter de sauver les meubles à la veille du congrès de son parti.

«Ils s'en vont en congrès; ils doivent réagir au rapport Duchesneau, a indiqué Mme Marois. [La présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne] *nous dit qu'ils devraient épargner 34 millions. Est-ce que ça veut dire qu'on a perdu 34 millions par année pendant tout ce temps où on n'avait personne qui avait l'expertise nécessaire au ministère des Transports pour superviser les travaux, les contrôler, en assurer la qualité?»*

Selon Pauline Marois, cette décision démontre l'échec de l'ensemble de la philosophie qui a guidé les libéraux de Jean Charest en matière de fonctionnement de l'État depuis son arrivée au pouvoir en 2003.

«[M. Charest] *constate que le rapport Duchesneau lui dit: "ça n'a aucun sens, vous avez perdu toute votre expertise au ministère, vous devez la reconstituer". Là, tout à coup, virage à 180 degrés, et en quelques semaines, ils trouvent des solutions alors que ça fait huit ans qu'ils sont au gouvernement et qu'ils se sont acharnés à littéralement démolir l'expertise qu'on a à l'intérieur des ministères.»*

Le fédéral

Mme Marois, qui semblait presque en mode électoral en s'adressant aux convives réunis par la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, a profité de l'occasion pour s'en prendre aussi au gouvernement fédéral.

«À chaque tournant, le gouvernement fédéral actuellement, dans beaucoup de dossiers, se pose en obstacle pour le Québec», a-t-elle déclaré, qualifiant de scandaleux l'échéancier de 10 ans imposé par Ottawa pour la construction d'un nouveau pont pour remplacer le pont Champlain.

Elle a aussi dénoncé la négligence d'Ottawa face à l'aéroport de Saint-Hubert, en pressant besoin de rénovations, pour finalement conclure que le gouvernement Harper a démontré son absence complète de sensibilité face au Québec en octroyant les contrats de plus de 33 milliards de construction navale pour la marine et la garde côtière canadiennes aux chantiers maritimes d'Halifax et de Vancouver, laissant le chantier Davie, de Lévis, en cale sèche.

Mme Marois a ainsi conclu que le temps était venu pour le Québec de changer d'attitude face au gouvernement fédéral. *«Le Québec doit retrouver son rapport de force face à Ottawa.»*

La Presse canadienne

POLITIQUE

Le Barreau a mis son poids dans la balance

Dans une sortie d'une rare virulence, le bâtonnier a taillé en pièces la commission « sur mesure » qu'avait d'abord annoncée Jean Charest

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest discute avec sa femme, Michèle Dionne, avant son discours d'ouverture du congrès du Parti libéral.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
BRIAN MYLES

La volte-face de Jean Charest est en grande partie imputable aux pressions du Barreau du Québec, qui a taillé en pièces sa commission «sur mesure» plus tôt dans la journée.

Dans une sortie d'une rare virulence, le bâtonnier Louis Masson a exhorté le premier ministre à revoir le mandat de la commission afin d'éviter que la population ne s'enfonce dans le cynisme et la suspicion.

«Comment voulez-vous qu'une société fonctionne quand la suspicion est installée à toutes les étapes du processus d'octroi des contrats? s'est-il interrogé. *On va alimenter encore le cynisme et la suspicion de la population.»*

Le bâtonnier doutait des chances de succès de la commission, un sentiment largement partagé dans le monde juridique, principalement parce que la juge France Charbonneau n'avait pas le pouvoir de contraindre les témoins et de leur accorder l'immunité. *«Si la commission n'est qu'un groupe de travail qui se penche sur un problème, sans entendre véritablement de témoins, peut-être qu'on pourra être satisfait»*, a dit Me Masson avec ironie.

Encore plus mordant, le président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francœur, qualifiait hier dans *La Presse* la commission de *«colloque»* auquel seuls *«des individus en mal de publicité»* assisteront.

Ces sorties publiques, jumelées au malaise persistant parmi les militants libéraux, ont mis Jean Charest sur la défensive. Le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, tentait encore de défendre les choix stratégiques de son chef, en soirée, lors du début du congrès du Parti libéral du Québec (PLQ). Il a notamment insisté sur la nécessité de *«tout faire pour aider les policiers, et ne rien faire qui risquerait de leur nuire»*.

«On va alimenter encore le cynisme et la suspicion de la population», craignait le bâtonnier

La sortie de M. Charest, qui s'est dit prêt à donner des pouvoirs accrus à la juge France Charbonneau au moment opportun, en a donc désarçonné plus d'un.

Une «vraie» commission

Il faudra voir, dans les prochains jours, comment le Barreau réagira au changement de cap.

Selon une source qui connaît bien France Charbonneau, la juge n'aurait pas accepté d'être muselée par le gouvernement. Déterminée et dotée d'une personnalité forte, elle prendra tous les moyens pour aller au fond des choses. Elle pourrait, par exemple, rendre publique la liste des personnes qu'elle a convoquées, dévoilant ainsi le nom des personnes qui refusent de témoigner de façon libre et volontaire. Nullement intimidée par le gouvernement, elle ne voudra pas devenir le dindon de la farce, a-t-on confié au *Devoir*. Mme Charbonneau a refusé de commenter l'affaire.

Le premier ministre refusait initialement de contraindre les témoins et de leur accorder l'immunité, de peur de contaminer la preuve recueillie dans les enquêtes policières. *«Cette affirmation sème la confusion dans l'esprit du public»*, a affirmé le Barreau dans son communiqué. Selon l'analyse du Barreau, il n'existe aucun cas de figure où une commission d'enquête a empêché les policiers de compléter leur enquête et de porter plainte. Il suffit qu'une *«cloison étanche»* soit érigée entre les enquêtes criminelles et la commission d'enquête pour éviter les écueils.

Créature «informe»

Louise Otis, juge à la retraite de la Cour d'appel, a mis le premier ministre au défi d'apporter des exemples au soutien de ses propos sur le risque de contamination de la preuve. *«Cette commission est une créature informe. Contrairement à ce que le titre du décret laisse entendre, ce n'est pas une commission d'enquête»*, a-t-elle dit avant que M. Charest change son fusil d'épaule.

Dans une société où l'accès à la justice est de plus en plus coûteux, Mme Otis se demandait même si l'exercice constitue une saine allocation des fonds publics. *«Est-ce que ça vaut la peine d'investir des millions dans une commission que l'on sait d'avance menottée et dotée de pouvoirs pas assez étendus?»* se questionnait-elle.

Mme Otis était l'assistante de recherche de Clément Richard, l'avocat de la CSN, lors de la commission Cliche, en 1974-1975. Elle était aux premières loges pour constater les effets bénéfiques de l'assignation des témoins. C'était souvent la seule façon d'obtenir d'eux des documents, essentiels pour prouver des allégations de collusion.

Jean Sexton a été chercheur à la commission Cliche, il a siégé à la commission d'enquête sur la Gaspésia et il a copréside la commission Picard-Sexton sur les relations de travail dans la construction. Tout comme Mme Otis, il a jugé durant la journée que la formule retenue par Jean Charest *«n'est pas une commission d'enquête»*. Dans les trois commissions auxquelles il a participé, il a fallu *«contraindre des gens à venir témoigner»*, rappelle-t-il. *«Le pouvoir de contrainte et l'immunité pour les témoins sont des principes fondamentaux d'une commission d'enquête»*, estime le professeur retraité en relations industrielles.

Procureur du gouvernement fédéral lors de la commission Gomery, Sylvain Lussier s'est montré quant à lui plus favorable au choix initial de M. Charest. *«Ce n'est pas la formule idéale, mais elle obéit à une certaine logique qui est de favoriser la continuation des mesures d'application de la loi. Les enquêtes policières pourront être menées plus facilement»*, explique-t-il.

M. Lussier dit qu'il y a effectivement *«un risque de contamination de la preuve»* lorsque l'immunité est accordée aux témoins. *«Ça peut compliquer le travail des policiers, qui doivent faire leur enquête comme si le témoignage n'avait pas été rendu. A cet égard, l'argument du gouvernement est en partie fondé»*, croit-il.

Avec la collaboration de Robert Dutrisac et d'Antoine Robitaille
Le Devoir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La volte-face du premier ministre a surpris tout le monde: en soirée hier, le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, défendait encore la première mouture de la commission d'enquête.

Spécialistes de la santé

Lipoderma clinique du corps
FINI LES POILS!
ÉPILATION PERMANENTE À LA LUMIÈRE PULSÉE SÛRE, RAPIDE ET CONFORTABLE
GRATUIT Épilation des aisselles
*À l'achat d'une épilation demi-jambe ou bikini
D'autres promotions pour hommes en clinique
McGill sortie Union
Montréal centre-ville
615, De Maisonneuve Ouest
H3A 1L8
514 844-1007
www.lipoderma.ca
info@lipoderma.ca
facebook.com/Lipoderma
Botrox Cosmetic
Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec Véronique Langlois au 514.985.3457 ou vlanglois@ledevoir.com

www.artisan-du-store.ca
L'Artisan du Store
Fabriqué au Québec
Service à domicile GRATUIT
Région de Montréal 514 231-8677
Laval et Rive-Nord 450 627-3716
Longueuil et rive-sud 450 445-9829
Région de Trois-Rivières 819 696-8677
Région de Québec 418 654-8677
Stores sur mesure commercial et résidentiel
*Bois ou PVC
Horizontaux ou Verticaux couleurs et teintes à votre choix
OPAQUES ou SOLAIRES
*50% de rabais ou installation gratuite
• Toiles à rouleau
• Stores romains
• Panneaux coulissants
• Persiennes
• Toiles opaques ou solaires sur mesure pour verrières
INSTALLATION GRATUITE
Décoration Claude Bouchard
2362, Beaubien E, Montréal (Qc)
Bienvenue aux designers

VIEUX-QUÉBEC
HÔTEL PORT-ROYAL
suites
1.866.417.2777
À PARTIR DE 159$
pour deux personnes incluant le nouveau petit-déjeuner gourmand au restaurant Le 48 et le stationnement.
Couette Gourmande
www.leportroyal.com

QUÉBÉCOISE

Une porte est grande ouverte pour Legault

François Legault a beau laisser planer le doute, il n'y plus aucun suspense: sa Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) deviendra bel et bien un parti politique le 14 novembre. Et celui-ci naîtra dans un contexte très favorable pour l'ancien ministre péquiste.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

C'était dans Villeray. Sur l'estrade, François Legault et Charles Sirois étaient assis côte à côte sur deux tabourets, l'air sceptique. Devant eux, une trentaine d'étudiants scandaient leur opposition à une proposition de la CAQ. Pour la première fois en 16 assemblées publiques, la soirée menaçait de déraper. Les esprits s'échauffaient.

Après quelques minutes d'observation au-dessus du brouhaha, François Legault s'est levé pour descendre dans la salle d'un bon pas et se planter face au plus bruyant des étudiants courroucés. *«Vous avez quelque chose à dire? Dites-le au micro!»* Les étudiants ont refusé, estimant le processus biaisé. *«Vous avez une drôle de conception de la démocratie»*, leur a fait remarquer M. Legault.

Quand les étudiants ont fini par quitter la salle, le dirigeant de la Coalition pour l'avenir du Québec a repris son micro pour lancer *«qu'il est temps que les politiciens du Québec écoutent les citoyens avant les groupes de pression»*. La ligne a fait mouche, les applaudissements ont fusé, et la discussion questions-réponses a repris.

Selon l'équipe qui entoure M. Legault, ce fut là le seul incident vu et entendu François Legault — les 18 rencontres se sont faites devant des salles pleines. La qualité des échanges a aussi surpris. *«Les gens ont posé des questions pointues sur des éléments du programme. Ils voulaient des explications, comprendre comment ça allait se passer. On n'a presque pas entendu de discours partisan»*, dit un membre de l'entourage de M. Legault.

De l'autre, François Legault s'est montré un bon pédagogue. On l'a souvent dit: l'homme a un charisme relatif et n'est pas le meilleur orateur. Mais *Le Devoir* a pu le constater à Longueuil et à Montréal, il maîtrise bien son discours et ne craint pas le débat. La formule retenue pour les assemblées était sans filet: pas de notes, pas de filtrage des interventions. *«Il s'est amélioré au fil des semaines*, dit-on. *Non seulement techniquement, mais aussi dans la façon de présenter le message. Les punchs, les chiffres, il a appris la routine rapidement.»*

Dans un contexte politique bien particulier au Québec, François Legault termine ainsi cette tournée au sommet dans les sondages. Le dernier coup de sonde de Léger Marketing, publié dans *Le Devoir* mardi, montre que le «nouveau parti» de M. Legault récolte 36 % des intentions de vote, loin devant les libéraux (22 %) et le PQ (18 %).

Ses appuis, M. Legault les trouve partout: à Montréal (9 points d'avance sur les libéraux), à Québec (10 points d'avance) et en région (22 points d'avance). Chez les francophones, il obtient 39 % des intentions de vote. Les non-francophones préfèrent toujours les libéraux (55 %), mais M. Legault dispose aussi d'un certain soutien (24 %).

Et quant au seul élément qui semblait en mesure d'aider Jean Charest — déclencher une commission d'enquête —, les réactions des derniers jours laissent croire que ce sera loin d'être suffisant pour renverser la tendance. Le quart des répondants au sondage disait que la mise sur pied d'une commission changerait positivement leur perception de M. Charest.

CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

La tournée de 18 assemblées publiques de la Coalition pour l'avenir du Québec a pris fin jeudi à Québec. Quelque 5000 personnes se sont déplacées en cinq semaines pour entendre François Legault.

Prudence

Joint quelques heures avant sa dernière assemblée, François Legault affichait toutefois une *«prudence avec les sondages»*. *«Ce que je comprends, c'est que les gens ne sont pas satisfaits de ce qu'ils voient. Il y a ces problèmes de corruption dans la construction, les problèmes économiques, les délais d'attente en santé, une perte de confiance dans les écoles publiques. C'est un vote de protestation. Je ne pense pas que la totalité des gens qui nous appuient connaissent tous les changements qu'on propose.»*

M. Legault prévoit ainsi *«se faire beaucoup attaquer par les groupes de pression, le PLQ et le PQ»* au cours des prochains mois. *«On s'attend à ce qu'il y ait moins de support»*, ajoute-t-il. Selon lui, c'est la peur de l'affrontement avec les groupes de pression qui a fait reculer *«tous les partis au cours des dernières années»* et empêcher des réformes qu'il estime nécessaires.

«Il y a les étudiants, les syndicats d'enseignants, Hydro-Québec, les commissions scolaires… Les gens se rendent compte que ce qu'on propose ne sera pas nécessairement facile. Jean Charest parlait de "gestes radicaux et brutaux", mais ce ne sont que des changements. La majorité semble d'accord, mais ça ne veut pas dire que ça va être facile.»

Le politicien le plus populaire au Québec depuis quelques mois (39 % de la population pense qu'il ferait le meilleur premier ministre) est conscient que *«des gens sont inquiets»*, et promet qu'il *«faut agir dans l'intérêt commun»*.

Mais il ne fait plus de cachettes de sa volonté d'aller de l'avant avec un parti dès le 14 novembre, date où sera présenté le plan d'action. Celui-ci résumera les propositions de la CAQ en intégrant les leçons de la tournée. Les assemblées ont permis de voir que le thème de l'éducation touchait une corde sensible.

M. Legault reconnaît qu'il y a une grande résistance syndicale autour de l'idée d'augmenter le salaire des enseignants en échange d'un système d'évaluation qui mettrait fin à la sécurité d'emploi, mais il soutient qu'une *«large majorité des enseignants sont d'accord»*. Jeudi, une enseignante de Québec a toutefois fait valoir que ce n'est pas un meilleur salaire qu'elle souhaite, mais de l'aide dans sa classe. Ailleurs, beaucoup ont exprimé des préoccupations sur les façons dont ces changements pourraient se faire concrètement.

Autre sujet fort discuté: la réduction de la bureaucratie. Là aussi, François Legault dit avoir senti un fossé entre les citoyens et les syndicats ou les représentants de différents groupes. L'abolition des commissions scolaires, de 4000 postes à Hydro-Québec ou des agences de la santé a suscité beaucoup de commentaires. De façon moins importante, la question de l'immigration (le point le plus faible de la plateforme de la CAQ, avoue-t-on en interne) et du rôle de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont aussi fait leur chemin dans les discussions.

Ajouts

Dans le plan d'action déposé le 14 novembre, M. Legault promet des ajouts sur l'industrie de la construction (il a dénoncé la mise sur pied d'une commission d'enquête sans pourvoir de contrainte sur les témoins, et promet qu'il corrigerait le décret pour modifier cet élément s'il est élu), le rôle d'Investissement Québec et le développement durable.

À l'aube de son grand retour en politique active (il a quitté le PQ en juin 2009), François Legault affirme vouloir *«écrire noir sur blanc tout ce qu'on veut proposer. Je ne veux pas gagner de concours de popularité: je veux que les changements se fassent»*. L'intention annoncée de Line Beauchamp de couper de moitié d'ici trois ans le budget administratif des commissions scolaires lui fait dire que *«des choses avancent»*. Mais plus question de reculer sur la formation d'un parti: *«Jean Charest et Pauline Marois ont déjà dit qu'ils étaient contre nos propositions. Alors, la seule chose qui importe maintenant, c'est le soutien de la population»*, dit M. Legault.

Le Devoir

Legault en quatre points

Éducation
Augmentation salariale de 20 % pour les enseignants;
Instauration d'un principe d'évaluation pour les enseignants, avec possibilité de congédiement;
Abolition des commissions scolaires;
Augmentation des droits de scolarité;

Santé
Revoir la rémunération des omnipraticiens pour les obliger à prendre en charge plus de patients;
Abolition des agences de santé;
Plus de groupes de médecine familiale;

Économie
Créer un fonds de 5 milliards financé par la Caisse de dépôt et placement pour les projets d'exploitation des ressources naturelles;
Accroître les investissements de la Caisse de dépôt et placement;
Développer l'entrepreneuriat;

Culture
Plus de ressources pour l'intégration des nouveaux arrivants;
Pas plus de 45 000 immigrants pour les deux prochaines années;
Appliquer plus rigoureusement la loi 101 dans le commerce de détail.

Les diverses propositions de la CAQ sont présentées au *www.coalitionavenir.org*.

G. B.-C.

espace pour la vie montréal biodôme insectarium jardin botanique planétarium
Conférence
Pascal Picq
Paléoanthropologue
8 novembre • 19 h 30
Auditorium du Jardin botanique
Voir autrement l'humain
«Penser différemment notre rapport à la nature, pour l'avenir de l'espèce humaine»
Billets en vente à espacepourlavie.ca
Tarifs: adulte 14 $ / étudiant & 65 ans et plus 10,50 $
Auditorium du Jardin botanique
4101, rue Sherbrooke Est Pie-IX
En collaboration avec: Consulat général de France à Québec
espacepourlavie.ca

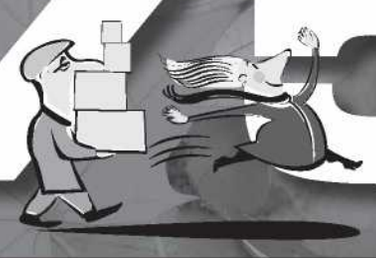
PRÉUNIVERSITAIRE
4 nouveaux profils, une seule expression:
la musique!
CLASSIQUE JAZZ
Cours de musique pour tous également offerts.
L'École de musique Vincent-d'Indy segmente l'univers musical en quatre profils distincts qui permettront à l'élève de choisir le programme qui répond le mieux à sa passion, tout en obtenant une solide formation générale.
Le programme de musique (501.A0) se décline en 4 profils de deux ans qui préparent l'élève à poursuivre ses études musicales à l'université.
1- Instrument et interprétation
2- Instrument et culture
3- Instrument et réalisation sonore
4- Chant et jeu scénique
Programmes jumelés de trois ans avec le Collège Jean-de-Brébeuf :
- Musique et Sciences de la nature
- Musique et Sciences humaines
- Musique et Arts et Lettres
ÉCOLE DE MUSIQUE
Vincent-d'Indy
628, chemin de la Côte Sainte-Catherine
Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone : 514 735-5261
Télécopieur : 514 735-5266
www.emvi.qc.ca
Le mardi 1er novembre 2011, c'est journée PORTES OUVERTES à l'École de musique Vincent-d'Indy de 17 h à 20 h.

VISITES LIBRES D'AUTOMNE
PLUS DE 60 PROJETS RÉSIDENTIELS NEUFS À DÉCOUVRIR
15-16 22-23 OCTOBRE 2011
MONHABITATIONNEUVE.COM
PRÉSENTÉ PAR: abritat VOTRE GARANTIE

SOLDE D'ENTREPÔT
EN MAGASIN

À ne pas manquer !

ÉPARGNEZ JUSQU'À **75%**



PLUS DE 5 000 000 $ D'INVENTAIRE À LIQUIDER

CE SOLDE N'ARRIVE QU'UNE FOIS PAR ANNÉE !

ENSEMBLE DOUILLETTE 6 PIÈCES METRO — ÉPARGNEZ 60%

Comprends : 1 douillette, 2 couvre-oreillers, 1 jupe de lit, 2 coussins décoratifs.

79,95 / Double • était 199,95
89,95 / Grand • était 229,95
99,95 / Très grand • était 269,95

SERVIETTES DE BAIN ASSORTIES ROYAL TOUCH — ÉPARGNEZ 60%

- 27 po x 50 po
- 100 % coton

5,95 / était 14,95

OREILLER RECOUVERT DE MICROFIBRE — ÉPARGNEZ 60%

- 20 po x 26 po
- 100 % polyester
- Hypoallergénique
- Finition à bord surfilé
- Bourre de 18 oz

5,95 / Standard • était 14,95

COUETTE MOONSILK II « LA NOUVELLE GÉNÉRATION » — ÉPARGNEZ JUSQU'À 65%

Nouveau et amélioré avec un traitement antibactérien.

- Formats offerts : jumeau, double, grand et très grand
- Couverture en percale 200 fils au pouce
- Remplissage : 100 % polyester moonsilk

TOUS LES FORMATS **49,95** / était 89,95-149,95

LITERIE AVIGNON — ÉPARGNEZ 60%

Offert dans les formats jumeau, double, grand et très grand

DOUILLETTE .... À partir de **59,95** / était jusqu'à 239,95
COUVRE-DUVET.. À partir de **44,95** / était jusqu'à 179,95
COUVRE-OREILLER ..... **11,95** / Standard • était 29,95

HAMILTON BEACH — ÉPARGNEZ 30%

FER « EASY TOUCH »

- Semelle antiadhésive
- Fermeture automatique
- Antigouttes et autonettoyant
- 1 500 watts

34,95 / était 49,95

ENSEMBLE À FONDUE ÉLECTRIQUE 10 PIÈCES — ÉPARGNEZ 45%

- Revêtement intérieur antiadhésif
- Câble d'alimentation sécuritaire
- Thermostat ajustable
- 1 000 watts

38,47 / était 69,95

Trudeau — ÉPARGNEZ 70,00

RACLETTE EN MÉTAL MOULÉ 19 PIÈCES FIESTA

Comprends : 2 demi-plaques réversibles antiadhésives en aluminium (20 cm, 1 côté rainuré et 1 côté plat), 8 contenants antiadhésifs, 8 racloirs résistants à la chaleur, élément chauffant de 1 500 watts, instructions et recettes.

69,95 / était 139,95

RIDEAU EN VOILE PASSEPOLE ZEGNA — ÉPARGNEZ 50%

- 58 po x 88 po
- Choix de couleurs

14,95 / était 29,95

MAXWELL & WILLIAMS DESIGNER HOMEWARES — ÉPARGNEZ 50%

ENSEMBLE DE VAISSELLE 20 PIÈCES WB

- Service pour 4

34,95 / était 79,95

QUANTITÉS LIMITÉES !

DISTRIBUTEUR CLAYTON — ÉPARGNEZ 50%

- Acrylique

9,95 / était 19,95

RIEDEL — ÉPARGNEZ 50%

VERRES *O WINE* DE RIEDEL (TUBE DE 4 VERRES)

24,95 / était 49,95

QUANTITÉS LIMITÉES !

CHAISE PARSON EN CUIR RECYCLÉ — ÉPARGNEZ 60,00

Offert en couleur espresso

89,95 / était 149,95

OXO GOOD GRIPS — ÉPARGNEZ 50%

ESSOREUSE À SALADE OXO SOFTWORKS

18,97 / était 37,95

COUTEAUX SCANPAN CLASSIC — ÉPARGNEZ 60%

VOTRE CHOIX :

- Couteau à dépecer 20 cm
- Couteau à pain 20 cm
- Couteau à chef 20 cm
- Santoku 18 cm

15,98 / était 39,95

JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS !

AMBRY maison — ÉPARGNEZ 40%

ENSEMBLE POUR PÂTES 5 PIÈCES VITTA

Un design élégant et intemporel, fait à partir d'une porcelaine fine de qualité supérieure.

29,95 / était 49,95

ENSEMBLE DE 5

LINEN CHEST

19 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR ! **VISITEZ WWW.LINENCHEST.COM**

MONTRÉAL (CENTRE ROCKLAND) 514.341.7810 • **MONTRÉAL** (PROMENADES CATHÉDRALE) 514.282.9525 • **ANJOU** (LES GALERIES D'ANJOU) 514.354.6314 • **KIRKLAND** (CENTRE RIOCAN) 514.694.6276
LASALLE (CARREFOUR ANGRIGNON) 514.365.4490 • **LAVAL** (LES GALERIES LAVAL) 450.681.9090 • **BOISBRIAND** (LE FAUBOURG BOISBRIAND) 450.420.3593
BROSSARD (PLACE PORTOBELLO) 450.671.2202 • **BOUCHERVILLE** (CARREFOUR DE LA RIVE-SUD) 450.641.4942 • **REPENTIGNY** (LES GALERIES RIVE-NORD) 450.585.7907 • **SHERBROOKE** 819.562.6215

Aucun ajustement ne sera effectué sur les achats antérieurs. La sélection peut varier d'un magasin à un autre. Limite de 6 articles par client. Vente finale sur tous les articles en liquidation. Jusqu'à épuisement de la marchandise ou le 30 octobre 2011. Détails en magasin.

***Trou Story*, de Richard Desjardins et Robert Monderie**

Un dossier noir sur l'industrie minière

« Le contrat complaisant qui lie notre gouvernement aux minières s'apparente à la légalisation du vandalisme corporatif »

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Les minières d'hier et d'aujourd'hui ont au moins une chose en commun: elles demeurent des *«prédateurs de ressources naturelles»* axés sur le profit que la société doit impérativement encadrer sous peine de ne récolter, cent ans plus tard, que les *«pinottes»* laissées par un développement permis par la *«complaisance»* toujours renouvelée des gouvernements.

Telle est la ligne d'attaque choisie par Richard Desjardins et son complice Robert Monderie dans leur nouveau film, *Trou Story*, pour mettre l'industrie minière canadienne au banc des accusés. La première salve sera donnée dans son château fort québécois, à Rouyn-Noranda, lors du 30e Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue, le 30 octobre, puis à travers tout le Québec, à partir du 4 novembre.

Trou Story arrive en plein débat sur la refonte de l'archaïque Loi des mines du Québec. En en précisant davantage les enjeux, ce film-choc pourrait relancer ce débat aussi crûment que l'avait fait *L'erreur boréale* pour la forêt. Dans ce cas, l'onde de choc avait mené à la commission Coulombe et à une réforme majeure du régime forestier.

Il faut le dire d'entrée de jeu, Richard Desjardins carbure à son meilleur par le commentaire dont il émaille le film d'un bout à l'autre. Les images, les comparaisons percutantes et les phrases assassines — du véritable Michel Chartrand, mais en plus ciselé — montrent que le militant social et environnemental ne le cède en rien au littéraire. Richard Desjardins puise aux sources de son premier film aux fortes préoccupations sociales, *Noranda*, et à celles de *L'erreur boréale*, sans oublier la trame du *Peuple invisible*.

Ce dossier noir sur l'industrie minière, basé sur une vision historique méconnue, devrait soulever l'intérêt d'un bout à l'autre du Québec.

Les enjeux miniers touchent présentement autant l'Abitibi-Témiscamingue, avec des projets de mines à ciel ouvert — les *«trous»* dont héritera la région quand les actionnaires *«auront disparu dans les profits»* —, que la Côte-Nord, où on parle d'exploitation d'uranium, ou la Gaspésie, le golfe et Anticosti, où se pointent les pétrolières, sans oublier la rive sud du Saint-Laurent, en plein psychodrame sur les gaz de schiste.

OFFICE NATIONAL DU FILM

Une image de Malartic tirée de *Trou Story*. «Si cette loi des mines perdure, le Nord sera de même manière saccagé», affirme Richard Desjardins.

Mais *Trou Story* semble surtout avoir été conçu comme une charge de dynamite, placée en douce sous le Plan Nord. Toutes les vieilles règles sont encore en place: les vieux claims qui donnent préséance au *«free mining»* dans les milieux non urbanisés; les miettes que récoltent les municipalités qui ne peuvent imposer que les bâtisses des minières et non la valeur des mines; le droit d'expropriation à des fins privées; la prépondérance sur les politiques de conservation; le silence des autorités sur les méfaits de la pollution sur les humains et l'environnement, etc.

Et Desjardins de conclure en précisant que, si les temps ont changé, *«le contrat complaisant qui lie notre gouvernement aux minières s'apparente à la légalisation du vandalisme corporatif.* [...] *L'usufruit quasi total de cette exploitation est accordé à des actionnaires qui ne savent même pas qui nous sommes.* [...] *Si cette loi des mines perdure, le Nord sera de même manière saccagé. Et la vallée du Saint-Laurent aussi, parce que le gaz et le pétrole, c'est sous terre, donc soumis à la même loi ténébreuse.»*

Le tandem Desjardins-Monderie a choisi de ne pas s'en tenir aux frasques de cette industrie au Québec. Le détour par l'Ontario était d'ailleurs inévitable, car c'est à Sainte-Anne-des-Pins — aujourd'hui Sudbury — qu'est apparue la première grande mine de cuivre *«au moment où on pendait Riel»* dans l'Ouest. Pour les minières, les frontières du Québec et de l'Ontario n'existent pas plus que les droits des autochtones. Elles suivent comme des chiens de chasse les veines de la faille de Cadillac. Leurs comportements ne changent que très peu selon les régions, voire les époques, constate le film avec des images coup de poing qui n'ont d'égales que les propos colorés du poète et militant.

Une histoire sordide

C'est en 1889 que James Reiley découvrait que le nickel mêlé à l'acier stoppait la rouille. Ce métal allait faire l'envie des armées de la planète, raconte le film, et donner naissance aux géants qu'ont été Inco et Falconbridge.

Mais les Américains, poursuit Desjardins, *«n'auront pas besoin d'envahir le Canada par les armes* [pour l'obtenir]. *Ils le feront par le* cash*»*, avant d'aller investir ailleurs des profits devenus trop gros — *«avec un petit faible pour les pays sans démocratie»*...

Ce qui n'empêchera pas les États-Unis, juste avant la Seconde Guerre mondiale, de préparer une invasion du Canada à partir du Minnesota pour mettre la main sur ces mines stratégiques de Sudbury, précise le film. Washington avait vu, durant la Première Guerre mondiale, l'armée allemande importer jusqu'au tiers de la production de l'usine du New Jersey qui raffinait le précieux métal de Sudbury. À Vimy, les soldats canadiens étaient tués avec des obus bardés de nickel ontarien.

Trou Story dresse avec des documents d'époque étonnants et bouleversants un portrait inoubliable de la misère des mineurs, des immigrants isolés pour qu'ils ne puissent s'organiser en syndicats en apprenant une langue commune, l'anglais. On suit leurs premières batailles collectives pour mourir moins vite et moins nombreux, ce qui a valu à plusieurs l'expulsion.

Le film dresse un véritable dossier noir sur les *«complaisances»* des gouvernements envers cette industrie. Les grandes minières n'hésitaient pas à graisser la patte des politiciens: même Sir Wilfrid Laurier aurait personnellement encaissé un chèque de 5000 $ à l'époque, rédigé par l'Inco.

En échange, les nouveaux *«copper Kings»* vont obtenir de Québec le droit de créer et de diriger leur propre ville, avec exemption de taxes pour 15 ans et une immunité judiciaire complète contre toute poursuite en dommages pour *«les gaz et fumées délétères»* des opérations de la mine Noranda. *«C'est ainsi*, raille Desjardins en allusion à un rapport de l'Institut économique de Montréal, *que, mine de rien, le Québec deviendra le meilleur endroit au monde pour l'industrie minière.»*

«C'était le Plan Nord de l'époque», ajoute Desjardins, avant de passer à l'impunité dont ces compagnies ont profité quand il y avait des accidents et que leur responsabilité se limitait à 100 $ par mort! Ou quand elles contaminaient des régions entières avec les étangs miniers qui ont ajouté tellement de couleurs nouvelles dans les paysages abitibiens...

Encore aujourd'hui, les sédiments contaminés qui dorment au fond des cours d'eau risquent de reprendre vie en cas de déluge ou de crues exceptionnelles. Pour les tenir en place, Québec offre aux minières de les couvrir avec leurs rejets inertes.

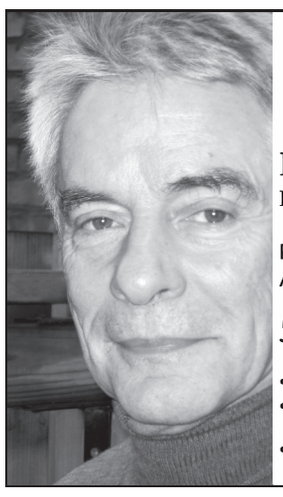
À ces étangs s'ajouteront bientôt les *«trous»* des futures mines à ciel ouvert, semblables à celui de la mine Osisko de Malartic.

À qui profitera cette transformation des paysages nordiques? Voilà la question finale que pose *Trou Story*, en invoquant la nécessité de forcer cette industrie à laisser au Québec autre chose que des miettes sous forme de projets de construction, la main-d'œuvre des mines étant de moins en moins nombreuse en raison de l'automatisation. Alors, pourquoi ne pas nationaliser tout ça pour que ces ressources profitent à la collectivité et qu'il en reste pour les prochaines générations, se demandent certains interlocuteurs? *«À peu près temps d'être maîtres chez nous...»*, avance Desjardins.

Le Devoir

ledevoir.com

Pour voir la bande-annonce du film *Trou Story*, rendez-vous sur notre site Internet, section Société/Actualités en société.



Je suis là pour vous écouter

ERNEST GODIN MA. Psy. MA. Soc.
Psychologie

PLUS DE 30 ANS D'EXPERTISE PROFESSIONNELLE AU SERVICE DU MIEUX ÊTRE PSYCHOLOGIQUE

514 992-7535 Outremont

- MEMBRE DE L'ORDRE DES PSYCHOLOGUES
- MEMBRE DU RÉPERTOIRE CANADIEN DES PSYCHOLOGUES OFFRANT DES SERVICES DE SANTÉ
- MEMBRE DE L'ASSOCIATION AMÉRICAINE DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX

sunwing.ca
Vivez la Différence

Tous les passagers vivent l'expérience du service Élite : Verre de champagne · Choix de repas chauds · Vin au repas · Boissons non-alcoolisées · Collations · Service de serviettes chaudes · Sièges en cuir · Écouteurs · Primeurs cinématographiques · Sac à dos pour enfants · Service courtois et amical

NOUVEAU ! La présélection de sièges et le surclassement en Élite Plus peuvent maintenant être réservés en ligne !

5000 3000 Vacances au CHAMPAGNE à 50 % DE RABAIS

DÉPARTS DE MONTRÉAL • 1 SEMAINE - TOUT COMPRIS
CHAMBRE PROMO CHAMPAGNE

À partir de 545$		À partir de 995$	
LA HAVANE Club Acuario ★★★★ 5 et 12 janvier	545$	PUERTO VALLARTA ★★★PLUS Plaza Pelicanos Club Beach Resort 11 et 18 février	995$
SANTO DOMINGO Coral Costa Caribe Resort ★★★PLUS 11, 18 et 25 janvier	825$	PUERTO PLATA Iberostar Costa Dorada ★★★★PLUS 12 et 19 janvier	1045$
HOLGUIN ★★★★ Smile Blau Costa Verde Beach Resort 28 janvier	895$	COZUMEL Melia Cozumel ★★★★PLUS 22 et 29 janvier	1135$
PANAMA Playa Blanca Beach Resort 7 et 14 janvier	895$	JAMAÏQUE Sunset Jamaica Grande ★★★★ 15 et 22 janvier	1195$

Pour réserver vos vacances Sunwing, contactez votre agence de voyages ou visitez Sunwing.ca/fr

Départs de Montréal. Offre d'une durée limitée applicable sur les départs du 1er novembre 2011 au 24 avril 2012. Sunwing a alloué 3 000 forfaits vacances à travers le Canada à 50 % de rabais du prix brochure sur des forfaits d'une semaine parmi une sélection de dates, d'hôtels et de destinations. Sièges limités et sujets à un inventaire contrôlé. Les prix sont par personne, basés en occupation double pour un forfait vacances d'une semaine (à moins d'indication contraire). Les tarifs reflètent l'économie et incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale au départ de certaines destinations. Offre sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis, non applicable sur des réservations de vols seulement, réservations de groupes, sur des forfaits en Floride ou Las Vegas et ne pouvant être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 $ par tranche de 1 000 $ de services achetés. Vols opérés par Sunwing Airlines. Veuillez vous référer aux modalités et conditions de la brochure Vacances Sunwing 2011-2012. Titulaire d'un permis du Québec. 22/10/2011.

Papeterie Casse-Noisette

« L'avenir, c'est à vous de l'écrire »

Cahiers Clairefontaine et ses collections

Sceaux, cires à cacheter, instruments d'écriture

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

IEIM Institut d'études internationales de Montréal
IEIM UQÀM
Les éditions de l'Institut d'études internationales de Montréal

COMMUNAUTÉS TRANSATLANTIQUES : ASYMÉTRIES ET CONVERGENCES

COLLOQUE INTERNATIONAL

COMMUNAUTÉS TRANSATLANTIQUES

Les 3 et 4 novembre 2011
Université du Québec à Montréal

Traduction simultanée anglais et français

WWW.ATLANTIQUE.UQAM.CA

Inscription obligatoire

Conférence d'ouverture
Le 2 novembre 2011
Hôtel Omni Mont-Royal

Le Conseil des relations internationales de Montréal · Gouvernement du Canada · Government of Canada · Canada · CSN · Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques UQÀM · CIRDIS Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société UQÀM · Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CREIEC) UQÀM · Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) · Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques · Raoul Dandurand Chair of Strategic and Diplomatic Studies · cerb · CÉDIM · CEIM · UQÀM

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
LAMPSHADES

Obtenez 15% de rabais !
Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti.
(Valide du 22 octobre au 21 janvier 2012)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

4875, Jean-Talon Ouest, Montréal (près de Décarie)
(514) 344-8555 | 1(866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

Le Devoir

ACTUALITÉS

POURSUITE «ABUSIVE»

Ugo Lapointe poursuit à son tour Pétrolia

Le porte-parole de la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine réclame 400 000 $

ALEXANDRE SHIELDS

Le porte-parole de la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine poursuit l'entreprise Pétrolia et lui réclame 400 000 $ en dommages moraux et punitifs. Il espère ainsi dissuader d'autres entreprises qui seraient tentées de lancer une poursuite *«abusive»* contre un citoyen ou un média.

Selon ce qu'on peut lire dans la requête déposée en Cour supérieure, Ugo Lapointe souhaite obtenir compensation pour les inconvénients et le stress occasionnés par la poursuite intentée plus tôt cette année par Pétrolia, poursuite rejetée en juillet dernier par une juge de la Cour supérieure du Québec.

Mais surtout, il veut que Pétrolia soit forcée à verser 350 000 $ à titre de *«dommages punitifs»*, et ce, en se basant sur les nouvelles dispositions du Code civil *«qui visent à sanctionner et à dissuader les poursuites abusives ayant pour objet ou pour effet de nuire à la liberté d'expression, notamment dans le contexte de débats d'intérêt public»*.

«Nous requérons que la Cour, après avoir constaté l'abus de procédure dans son jugement du 29 juillet dernier, sanctionne le geste de Pétrolia de manière à dissuader d'autres entreprises d'en faire autant», a d'ailleurs souligné hier son avocat, Me Michel Bélanger. Dans son jugement, la juge de la Cour supérieure concluait que Pétrolia a utilisé le système judiciaire *«de façon abusive»* et a cherché *«à faire taire l'opinion contraire à la sienne»*, ce qui va à l'encontre des nouvelles dispositions antibâillons adoptées par le gouvernement du Québec en 2009.

Ugo Lapointe espère dissuader d'autres entreprises d'agir de la sorte

«Si nous avons gain de cause, ce sera un précédent et une sanction importante envers les individus ou les entreprises qui seraient tentés d'utiliser les tribunaux de façon abusive pour intimider ou faire taire les citoyens qui participent aux débats publics», a d'ailleurs dit Ugo Lapointe. Il s'engage aussi à verser toute somme accordée par le tribunal *«dans un fonds destiné à la protection de la liberté d'expression exercée dans le but de protéger l'environnement et de poursuivre les activités de la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine»*, qui regroupe une vingtaine d'organismes.

Toute cette saga judiciaire a débuté lorsque Pétrolia a, plus tôt cette année, lancé une poursuite pour diffamation de 350 000 $ contre Ugo Lapointe et le journal *Le Soleil* en raison de propos que ce dernier a tenus et qui ont été repris dans un article publié dans le quotidien. Le texte soulignait que, bien qu'elle ait extraie plus de 2000 barils d'or noir brut d'un puits qu'elle possède près de Gaspé, la pétrolière n'a pas versé de redevances à l'État. Une autre entreprise, Junex, a elle aussi tiré quelques milliers de barils de pétrole du sous-sol gaspésien sans verser un sou de redevances à l'État.

Phase d'exploration

La loi qui encadre l'exploration pétrolière au Québec ne prévoit pas d'obligation de payer des redevances durant la phase d'exploration et elle ne détermine aucune limite à cette période d'évaluation. Qui plus est, le ministère des Ressources naturelles a refusé d'indiquer au *Devoir* les quantités de pétrole tirées du sous-sol québécois par Junex et Pétrolia au fil des ans.

Ugo Lapointe contestait la possibilité, pour les pétrolières, d'extraire de l'or noir sans payer de redevances. Selon la position défendue par la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine, dès que les compagnies extraient du gaz ou du pétrole et qu'elles en tirent des revenus, elles devraient payer des redevances. *«Ce sont des ressources non renouvelables,* avait-il dit à la journaliste du *Soleil, qui appartiennent à tous les Québécois. C'est du vol à petite échelle, mais qui ouvre la porte à du vol à plus grande échelle.»*

Pétrolia n'a pas voulu commenter cette affaire hier.

Le Devoir

PROCÈS DE LA FAMILLE SHAFIA

La jeune fille de 13 ans était derrière le volant, selon la preuve policière

Kingston — La Couronne a commencé à démontrer hier pourquoi les membres du jury doivent rejeter la thèse de l'accident. C'est la plus jeune des sœurs Shafia, Geeti, 13 ans, qui se trouvait derrière le volant lorsque le véhicule a été retrouvé au fond de l'écluse de Kingston Mills.

Le corps de sa sœur Zainab, 19 ans, flottait au-dessus de l'autre siège avant du véhicule et ceux de son autre sœur, Sahar, 17 ans, et de Rona Amir Mohammad, 50 ans, la première épouse de Mohammad Shafia, étaient en position assise à l'arrière du véhicule, a relaté la policière Julia Moore, appelée à la barre des témoins hier.

Brent White, le premier agent dépêché sur les lieux, le 30 juin 2009, a soutenu que la scène n'avait pas l'apparence d'un accident. Il a notamment expliqué hier avoir d'abord cru que la voiture submergée était l'œuvre de farceurs, qui auraient auparavant volé le véhicule.

L'automobile aurait eu à contourner une clôture verrouillée et une bordure de béton avant de faire des tonneaux, terminant sa course dans l'écluse. *«À mon avis, c'est plutôt difficile de conduire le véhicule dans un coin aussi étroit*, a souligné l'agent White. *Il fallait que le véhicule y soit conduit délibérément»*, a-t-il ajouté.

Dans ce procès qui met en exergue les crimes soi-disant «d'honneur», la Couronne plaide que les proches des adolescentes ne pouvaient accepter leur *«affront»* que représentaient les relations amoureuses nouées par elles avec de jeunes garçons. La famille aurait alors décidé de les tuer et de créer une scène d'accident, toujours selon l'accusation.

Tooba Mohammad Yahya, 41 ans, son mari Mohammad Shafia, 58 ans, et leur fils, Hamed Mohammad Shafia, 20 ans, font tous face à quatre accusations de meurtre prémédité. Ils ont plaidé non coupables.

Lorsque les trois avocats de la défense ont contre-interrogé les policiers, hier, ils ont suggéré qu'il y avait plusieurs autres endroits où la voiture aurait pu plonger dans l'eau sans problème.

La mère des filles, Tooba Mohammad Yahya, semblait pleurer pendant le témoignage de l'agente Moore, se cachant le visage dans un mouchoir. Le père et le fils sont quant à eux demeurés stoïques.

Rona Amir Mohammad ne pouvant avoir d'enfant, son mari polygame avait décidé d'épouser en secondes noces Tooba Mohammad Yahya. La victime de 50 ans habitait avec la famille, aidant à l'éducation des enfants.

La famille, établie à Montréal, rentrait d'un séjour à Niagara Falls, au moment de la tragédie. Mohammad Shafia aurait d'abord indiqué, au moment de réserver des chambres pour la famille ce soir-là, qu'ils seraient six personnes, selon le patron d'un motel qui sera appelé à témoigner. Au total, dix personnes avaient pris part à ce voyage de famille.

Un expert viendra aussi expliquer comment, dans certains cas extrêmes, le fait de tuer une personne peut restituer l'honneur bafoué d'une famille.

Les Shafia ont immigré au Canada en 2007. Ils avaient quitté l'Afghanistan, leur pays natal, en 1992 et ont vécu plusieurs années au Pakistan, en Australie et à Dubaï.

D'après La Presse canadienne

WESTMOUNT, L'ART DE VIVRE À SON MEILLEUR

Le 215 REDFERN WESTMOUNT

www.215REDFERN.com
BUREAU DES VENTES : 514 937-4001
Heures d'ouverture : 12 h 00 – 18 h 00
Samedi et dimanche : 12 h 00 – 17 h 00
ou sur rendez-vous.

ANDRES ESCOBAR & ASSOCIATES
KARL FISCHER ARCHITECTE

AVANTAGES DE L'ÉDIFICE
Service de conciergerie, portier et voiturier.
Hauteur sous plafond exceptionnelle, de 10 à 13 pieds.
Grande fenestration.
Balcons, loggias et terrasses (selon la conception de l'unité).
Vue imprenable sur le fleuve, le mont Royal et les espaces verts des parcs avoisinants de Westmount.
Garages et espaces de rangement.
Système de sécurité.
Terrasse-jardin sur le toit.
Piscine intérieure sur le toit et salle d'entraînement.

CARACTÉRISTIQUES DES APPARTEMENTS
Cuisine de rêve avec comptoirs en granite et armoires de cuisine de luxe.
Salle de bains principale et demi-salle de bains de luxe.
Revêtement de sol en bois franc.
Porte massive double largeur sur mesure.
Dalle de béton et membrane acoustique sous tout plancher.
Foyers au gaz et appareils électroménagers (dans les unités sélectionnées).
Salle-penderie (walk-in).

Les images sont des rendus artistiques et les résultats finaux peuvent différer.

27 AU 29 OCTOBRE
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
La GRANDE DÉGUSTATION DE Montréal 2011
VINS BIÈRES & SPIRITUEUX
LAGRANDEDEGUSTATION.COM

HEURES D'OUVERTURE
JEUDI 27 OCT. : 16 h - 21 h
VENDREDI 28 OCT. : midi - 21 h
SAMEDI 29 OCT. : midi - 21 h

HEURES RÉSERVÉES
Détenteurs du passeport 3-jours, journalistes, détenteurs de permis, conseillers en vin SAQ
JEUDI 27 OCT. : midi - 16 h

LAGRANDEDEGUSTATION.COM

France PAYS VEDETTE AUSSI EN VEDETTE : les bulles et les whiskys du monde

présentée par ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AGENCES DE VINS, BIÈRES ET SPIRITUEUX INC.

SAQ

CONFÉRENCE

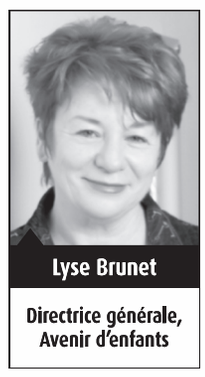
La santé, notre affaire à tous.

2 et 3 novembre à Montréal

• Diagnostic de notre système de santé •
Prévention • Viabilité du système public • Gouvernance

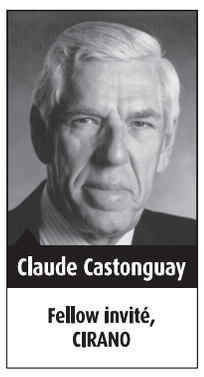
Plusieurs gouvernements dans le monde
sont aux prises avec une croissance des dépenses de santé
plus rapide que celle de leur économie, le Québec n'y fait pas exception.

Marcel Côté
Associé fondateur, SECOR


Lyse Brunet
Directrice générale, Avenir d'enfants

Gil Rémillard
Professeur, ENAP & Avocat-conseil, FMC

Wendy Thomson
Directrice, École de service social, Université McGill


Claude Castonguay
Fellow invité, CIRANO

Ainsi que :
Christian Paire, Marie-France Raynault,
Claude Montmarquette, Michel Venne, Hartley S. Stern,

Pour vous inscrire :
sante-conference.ca
Tarif avantageux pour les étudiants

Animation :
Marie-Claude Lavallée
animatrice à RDI santé

En partenariat avec :
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE
CIRANO Allier savoir et décision
FCRSS CHSRF
Association médicale canadienne / Canadian Medical Association

L'invasion des zombies gagne Montréal

De plus en plus présents dans la culture, ils envahissent maintenant les rues

CATHERINE LALONDE

Ils nous encerclaient déjà, les voilà à Montréal. Une grande marche de zombies envahira les rues aujourd'hui dans le cadre du festival de films de genre SPASM. Ces défilés sanglants, ludiques ou revendicateurs, se multiplient. Début octobre, des morts-vivants se joignaient au mouvement Occupons Wall Street, et on a vu de ces morbides défilés autant à Toronto qu'en Europe. Les morts-vivants cannibales semblent gagner de plus en plus de place sur le terrain de nos obsessions.

Ils sont partout, de Zombie Boy au jeu vidéo *Dead Rising*. Dans les écarlates films héritiers de *La nuit des morts-vivants.* Dans la série vedette d'AMC *The Walking Dead,* qui reprenait l'affiche cette semaine. Pourquoi, maintenant, cette attaque de zombies? Étudiant en littérature, Jérôme Olivier-Allard a eu la morsure, et demeure depuis ses neuf ans fasciné par les zombies, jusqu'à réorienter sa maîtrise pour les étudier. *«Quelques articles sérieux voient le zombie comme l'incarnation de craintes nourries par la société de consommation. Il est aussi métaphore d'angoisses contemporaines, de la xénophobie à la paranoïa»*, a-t-il expliqué, verbomoteur et intarissable, en entretien au *Devoir*.

Revenues d'entre les morts, ces créatures ne sont pas nées d'hier: les chevaliers pourrissants sont légion dans l'art de la Renaissance. Depuis le XIXe siècle, des protozombies se retrouvent en littérature chez Mary Shelley, Ambrose Bierce et Edgar Allan Poe. H.P. Lovecraft, début XXe, déterre aussi ses défunts. Le mot «zombi» vient de la tradition orale haïtienne, nourrie de légendes africaines: il définit un humain décérébré par le pouvoir vaudou d'un sorcier qui en fait son esclave. *«Plusieurs critiques attribuent à George Romero, avec son* Night of the Living Dead *en 1968 la paternité du zombie contemporain»*, précise Jérôme-Olivier Allard. C'est ce cinéaste qui en fait un mangeur de vivants, un vrai de vrai monstre.

Tendance bien ancrée

«Il a eu trois fois plus de productions mettant en scène des zombies entre 2001 et 2011 qu'entre 1968 et 2001, et le nombre important d'œuvres prévues en 2012 laisse croire que la tendance va se maintenir», estime Allard à vue de nez. Depuis 2001, donc, flambée de zombies, dans les films et jeux vidéo surtout, mais aussi en livres — surtout les courtes formes, le zombie préférant comme habitat naturel la nouvelle au roman. *«Les attaques terroristes du 11 septembre ont signé la faillite du sentiment de sécurité qui habitait jusqu'alors l'Occident. La figure du zombie permet d'évoquer certains deuils du XXIe siècle: la perte du sentiment privé ou public de sécurité, aussi la perte de la confiance en l'autre — lointain étranger ou proche — et la perte de confiance en la capacité des gouvernements à préserver le bien-être des citoyens.»*

Pour Jérôme-Olivier Allard, la paranoïa collective qui a habité les États-Unis suivant le 11-Septembre et les théories du complot s'apparentent aux synopsis de films de morts-vivants.

«Le zombie, c'est le voisin, le parent, le proche: il suffit d'une morsure pour que l'allié se transforme en menace, pour que le zombie nous contamine de sa différence»

– Jérôme-Olivier Allard

«Le zombie, c'est le voisin, le parent, le proche: il suffit d'une morsure pour que l'allié se transforme en menace, pour que le zombie nous contamine de sa différence. On ne peut survivre seul, mais n'étant pas seul, on est menacé. Les survivants ont des réactions souvent extrêmes et très violentes: cacher l'infection pour plus longtemps, quitte à mettre les autres en danger ou à tuer un collègue qu'on sait infecté. En posant des choix moraux dans l'univers des zombies, les chances de survie diminuent. Les créateurs nous forcent à nous demander qui, du survivant et du zombie, est le plus monstrueux. La question intéressante, implicite: jusqu'où est-on prêt à aller pour survivre? Et quand, en état de survie, perd-on son humanité? Par ailleurs, on remarque dans des œuvres récentes un changement: le zombie devient protagoniste. Victime, esclave, citoyen de troisième classe, il revendique une humanité qui lui rejette son droit d'exister.» Une lecture qui éclaire la marche des zombies à Occupons Wall Street.

Loufoque, tout ça? Jérôme-Olivier Allard n'est pas seul pourtant à étudier le zombie. Il coordonne pour le printemps prochain une journée d'étude sur le livide sujet, et sera du colloque «Invasion Montréal» en juillet 2012. Ailleurs, la Zombie Research Society (ZRS), avec en son sein quelques éminents professeurs en psychiatrie ou en études religieuses, milite pour que le sujet s'intègre aux programmes des universités.

EMMANUEL DUNAND AGENCE FRANCE-PRESSE

Des morts-vivants se sont joints au mouvement Occupons Wall Street au début octobre. Une participation logique, selon l'analyse de Jérôme-Olivier Allard.

Corpus zombifique

Pour s'initier au «corpus zombifique», Jérôme-Olivier Allard conseille, côté films, la production de George Romero, *28 Days* de Danny Boyle et *[REC]* de Jaume Balaguero et Paco Plaza. Aux cœurs sensibles, les rires de la *«zomedy»*, ou *«zom com»*: *Shaun of the Dead* d'Edgar Wright, et en contenu canadien, *Fido* d'Andrew Currie. Côté livres, *Le protocole Reston* (Coups de tête) de Mathieu Fortin est un premier roman québécois typique de zombies, mais ses préférences vont à *Breathers* (Broadway Books) de S. G. Browne, *The Rising* (Leisure Books) de Brian Keene et la série de bande-dessinée de Robert Kirkman *The Walking Dead* (Imagine). L'incontournable? *The Zombie Survival Guide* (Three Rivers Press), de Max Brooks, fils du réalisateur Mel Brooks, *«écrit de façon sérieuse, comme un guide de survie en forêt, qui indique les armes à choisir et comment barricader sa maison, dans cette veine de littérature de survie, postapocalypse, apparue après le 11-Septembre»*. Un guide qui a réussi à se glisser dans la liste des succès de vente du *New York Times* en mars 2010. Et qui vous dira comment résister aux envahisseurs morts-vivants qui marchent à Montréal.

Pour plus d'information sur la marche des zombies du festival, *www.spasm.ca*. Des vidéos de zombies peuvent aussi être visionnées sur notre site Internet, au *www.ledevoir.com*, section Culture/Actualités culturelles.

Le Devoir

DESTINATION 2020

Découvrez l'avenir. À l'Université d'Ottawa, la plus grande université bilingue du monde, la population étudiante peut choisir d'étudier en français, en anglais ou dans les deux langues. Au cœur de la capitale du Canada, pays du G8, notre université jouit d'un accès direct aux plus grandes institutions du pays.

Ses avancées dans les domaines de la santé, des sciences et des sciences humaines et sociales attirent l'attention du monde entier, reflétant ainsi son classement parmi les 10 plus grandes universités de recherche du Canada en même temps que sa passion pour la découverte.

L'Université est fière de lancer *Destination 20/20*, son plan stratégique pour la prochaine décennie. Avec cette feuille de route ambitieuse reposant sur quatre grandes priorités, elle consolidera, aux échelles nationale et internationale, sa position parmi les meilleurs établissements de recherche et d'enseignement du Canada.

EXPÉRIENCE ÉTUDIANTE

Apprendre dans un environnement culturel unique

Une *bonne* université doit être à la hauteur d'objectifs précis : préparer les jeunes à prendre leur place dans le monde, permettre à son corps professoral de partager connaissances et découvertes, et aider son personnel à fournir des services de qualité exceptionnelle à la population étudiante.

Une *grande* université prend ces idéaux à cœur et se demande comment les dépasser pour mieux contribuer à sa collectivité et au monde entier.

Au cours des dix dernières années, notre université s'est développée de maintes façons. Elle est maintenant la plus grande université bilingue du monde, elle offre au-delà de 450 programmes d'études dans tous les domaines de la connaissance, et elle compte renforcer chaque dimension de la participation étudiante.

À l'Université d'Ottawa, l'expérience universitaire et culturelle que vivent les étudiants est tout à fait unique.

BILINGUISME

La richesse du bilinguisme

L'engagement du Canada envers le bilinguisme est au cœur de son identité comme pays. L'Université d'Ottawa a elle aussi cultivé cette vision.

Nous offrons des programmes d'études exceptionnels en français, en anglais et dans les deux langues.

Sur le campus, le bilinguisme est une façon de vivre, d'apprendre et de se divertir.

Aucune autre grande université canadienne ne peut en dire autant. Cette dualité linguistique donne un avantage certain à nos étudiants pour façonner l'avenir de notre pays et incarner ses valeurs.

Toute idée inspirante, surtout si elle s'exprime dans plus d'une langue, est une idée puissante. Et ce sont de telles idées que l'Université d'Ottawa a à offrir.

RECHERCHE

Une culture de la découverte

L'Université d'Ottawa est l'une des 10 plus grandes universités de recherche du Canada.

Ses chercheurs explorent les frontières du savoir dans presque tous les domaines de l'activité humaine, ce qui lui permet de fournir, tant au monde de l'industrie qu'au secteur public, l'expertise particulière et les perspectives nouvelles qu'ils recherchent.

À l'Université d'Ottawa, c'est la curiosité qui stimule les esprits et qui trace la voie des étudiants comme chercheurs, citoyens et spécialistes.

C'est elle qui est au cœur de la connaissance universitaire. Tout ce que nous accomplissons est motivé par le désir d'apprendre, le courage de la remise en question et la passion de la découverte.

INTERNATIONAL

L'ouverture au monde

Notre pays a toujours suscité le respect sur la scène mondiale. Avant-gardiste, il cherche constamment un juste équilibre entre l'industrie, l'environnement et la société. L'accès à l'éducation, la qualité de vie ainsi que la valeur accordée au multiculturalisme et aux droits de la personne ont fait du Canada un véritable phare parmi les nations du monde.

L'Université d'Ottawa incarne cet esprit. Nous croyons au pouvoir démocratique qu'ont les citoyens bien informés de faire des choix réfléchis et intelligents. Nous débattons des enjeux avec passion et ouverture d'esprit tout en respectant la diversité des points de vue.

À l'Université d'Ottawa, les étudiants et étudiantes découvrent leur capacité de contribuer aux idéaux du Canada.

Apprenez-en plus sur nos valeurs, nos buts et notre vision dans notre quête pour **découvrir l'avenir.**

destination2020.uOttawa.ca

uOttawa

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

«pour rétablir la confiance du public à l'égard de ses institutions démocratiques» et de semer la confusion dans le public en affirmant qu'une véritable commission d'enquête publique contaminerait inévitablement la preuve recueillie par les policiers.

Quelques minutes avant le discours de Jean Charest, le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, avait pourtant énergiquement repoussé les critiques du Barreau, soutenant que le gouvernement voulait *«tout faire pour aider les policiers et ne rien faire qui risquait de leur nuire»*. Le ministre avait insisté lourdement: il y a d'énormes risques à accorder à une commission le pouvoir de contraindre quelqu'un à témoigner. Rappelant les propos du patron de l'UPAC, Robert Lafrenière, M. Fournier avait précisé que la coïncidence d'une commission d'enquête et du travail policier signifiait la *«destruction de la preuve»*, *«la précipitation des procédures»*, ce qui empêche les policiers de frapper les *«têtes dirigeantes»*. Le ministre avait ajouté que cela représentait en troisième lieu des difficultés supplémentaires pour les policiers de *«recruter des témoins délateurs»*.

M. Fournier avait répété à maintes reprises que le Barreau lui-même reconnaissait dans son communiqué qu'une commission d'enquête traditionnelle pouvait nuire aux enquêtes policières et que seuls des *«murs coupe-feu»* permettaient de réduire ce risque. *«Si d'autres veulent prendre ces risques à ce moment-ci, au moment où ces doubles agendas seraient concomitants»*, libre à eux, avait fait valoir M. Fournier. *«Si on posait la question aux Québécois: "demandez-vous à votre gouvernement de prendre le risque que des criminels évitent d'aller en prison?", je crois qu'ils nous appuieraient»*, avait dit M. Fournier de manière étonnante, surtout à la lumière de la volte-face de son patron, survenue quelques minutes plus tard.

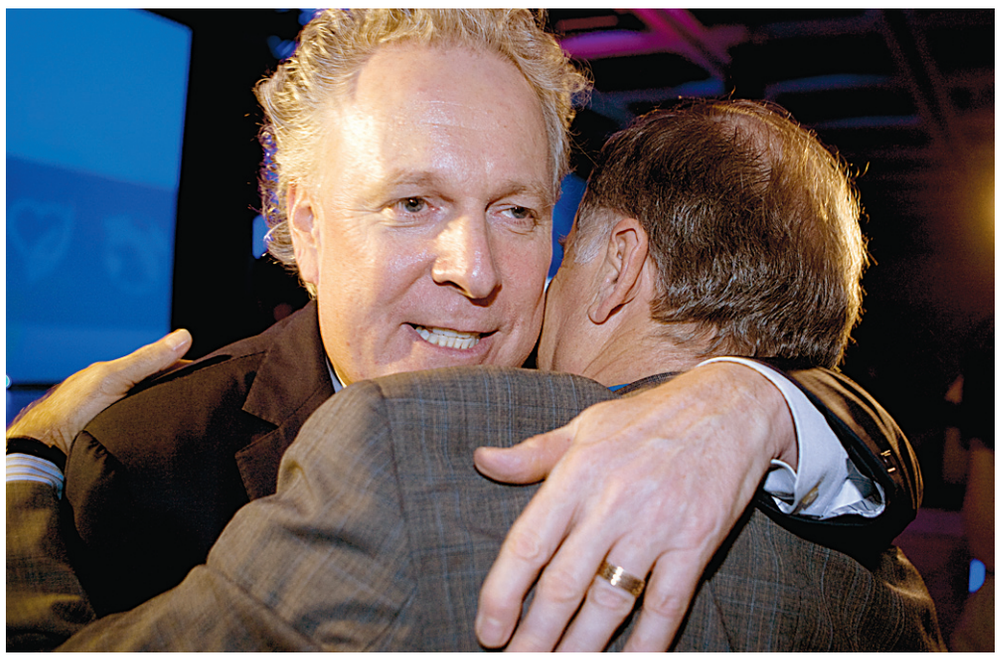
Le refus du bâtonnier de cautionner cette commission d'enquête émasculée a porté un coup dur au gouvernement libéral alors que s'ouvrait le congrès du parti. Un certain nombre de militants libéraux projetaient de présenter une proposition d'urgence pour exiger du gouvernement qu'il crée une vraie commission d'enquête publique. Un militant de longue date, Martin Drapeau, souhaitait que Jean Charest se soumette à un vote de confiance sur son leadership, un vœu qui serait toutefois resté lettre morte, puisque lui-même admettait que les militants libéraux n'avaient aucune intention de contester le leadership de leur chef.

Dans une séance en matinée aujourd'hui, quatre ministres — le ministre des Transports, Pierre Moreau, le ministre de la Sécurité, Robert Dutil, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, et la ministre du Travail, Lise Thériault — doivent se prêter à un exercice de «pédagogie». Hier, des militants se préparaient à défier la position du gouvernement — à la libérale, de façon polie et positive — en proposant exactement ce que le chef libéral a sorti de son chapeau: que la juge Charbonneau puisse, une fois que la commission a commencé ses travaux demander des pouvoirs additionnels. C'était le cas du militant Jean-Claude Boutin. *«Un mandat, ça peut se modifier, ça peut évoluer»*, a-t-il fait valoir. Bref, plusieurs délégués tentaient d'imaginer des portes de sortie pour le gouvernement.

Toute la semaine, le parti a montré des signes de nervosité. Une consigne avait été donnée aux députés et aux présidents d'association de circonscription pour qu'ils communiquent avec les délégués afin d'éviter que des critiques ne s'élèvent contre la formule de commission d'enquête retenue par le gouvernement.

Jean Charest a désamorcé une crise au sein de son parti dont on ne savait, hier, si elle serait larvée ou ouverte. Hier, c'est le cœur léger que les délégués ont écouté la fin du discours du chef libéral, où il s'en est pris à ses adversaires. Pauline Marois et François Legault ont en commun d'avoir *«mis la scie à chaîne»* dans les réseaux de la santé et de l'éducation, a-t-il lancé. *«Une journée, M. Legault veut abolir les commissions scolaires; le lendemain, il n'est plus certain. Une autre journée, il propose d'abolir les cégeps, et le lendemain, il n'est plus certain»*, a raillé Jean Charest sous les applaudissements. Or, le chef libéral y a peut-être trouvé une inspiration: une journée, il crée une commission d'enquête sans pouvoirs et deux jours plus tard, il décide de lui en accorder.

Avec la collaboration de Brian Myles et d'Antoine Robitaille
Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest en compagnie de Raymond Bachand hier à Québec.

MINES

«En Australie, les compagnies sont obligées de verser davantage de redevances au pays. Au Botswana, c'est 50/50. On pourrait aussi être partenaires du projet minier.»

SUITE DE LA PAGE 1

-choc *L'erreur boréale*, ce coup de poing secoua les assises des grandes forestières. On les a vus dénoncer aussi le sort tragique des Algonquins à travers *Le peuple invisible* en 2009. Mais les mines sont le pain, le beurre, la sueur et la douleur de leur coin de pays.

Nos deux Abitibiens savent que le film ne fera pas l'unanimité au sein de leurs familles, dans les rangs des amis qui ont ou qui visent des *jobs* dans le trou en question. S'indigner contre les grenailles qu'en tire le Québec? Profiter de l'emploi et se fermer sa trappe? *«En Abitibi, les avis sont partagés*, précise Richard Desjardins. *Mon frère travaille à la chambre de commerce. Nos proches sont mal à l'aise avec le film. Le taux de chômage est de 5 % dans la région. On leur dit: "venez travailler dans les mines"...»*

«Mais ils peuvent demander plus», rétorque Monderie. Tout est là!

Ce vaste sujet minier, ils l'avaient abordé par la bande en 1977 dans le film *Comme des chiens en pacage*, sur les débuts de la colonisation en Abitibi. Monderie de son côté coréalisa avec Daniel Corvec en 1984 *Noranda*, accablant témoignage sur les problèmes de santé causés par la pollution de la compagnie Noranda. Desjardins y fut recherchiste, en plus d'en signer la musique.

Ils remettent le couvert avec *Trou Story*, pamphlet lancé à l'heure où la Loi sur les mines du Québec est en voie de réforme. Alors ils espèrent forcer l'attention et lui faire pousser des dents, à cette loi-là. Autre vœu du poète-cinéaste: *«J'espère que les générations futures arrêteront de prendre leur trou et seront plus revendicatives.»* Le film est dense, plus pointu, plus austère que *L'erreur boréale*, un pari plus risqué, mais Desjardins rêve, après la sortie en salle, d'une diffusion télé de *Trou Story* à TVA, histoire de ratisser la large audience.

Avec une longue partie historique, bourrée de documents d'archives, plusieurs issus du riche terreau de l'ONF, le documentaire remonte le cours tragique de l'histoire des mineurs: les immigrés des pays de l'Est, les luttes pour la syndicalisation, l'espérance de vie longtemps écourtée dans des conditions de misère. *Trou Story* multiplie les interviews aussi, au Québec comme en Ontario, se penchant sur le cas de la mine d'or à ciel ouvert de Malartic exploitée par Osisko, à l'heure où le roi des métaux vaut si cher, dans une ville auparavant ravagée par le chômage.

«Ils ne veulent pas faire le débat sur les mines à ciel ouvert en Abitibi, déplore Monderie, *l'Osisko a déboulonné un quartier complet à Malartic pour le reconstruire ailleurs. Ça a pris 50 ans à sortir du coin cinq millions d'onces d'or. On va en extirper le double en cinq fois moins de temps. Ils vont tout vider en laissant derrière... le trou.»*

Le tandem pointe dans *Trou Story* tout le Bouclier canadien, y compris l'Ontario, donc. *«De Sudbury à Val-d'Or, c'est la même problématique, les mêmes capitaux, la même main-d'œuvre»*, dit Desjardins.

Mais on n'a pas tourné impunément *L'erreur boréale* sans susciter la méfiance des fonctionnaires et des dirigeants de compagnie. *«Pas grand-monde ici ne voulait nous parler»*, lance Richard Desjardins en riant. Il constate qu'en Ontario, les gens s'expriment plus librement, dont l'ancien maire de Sudbury, John Rodriguez, ville où la mine de nickel exploitée par Inco a vu diminuer dramatiquement le nombre des employés du secteur.

Au banc des accusés de *Trou Story*: le *free mining*, qui donne aux entrepreneurs miniers la liberté d'instituer à leur pur profit des règles sur l'exploitation du sous-sol (ça vaut aussi pour le gaz de schiste). 6 % du territoire de l'Abitibi à peine est protégé. Le reste se retrouve sous concessions minières (claims). De plus, en un demi-siècle, le volume du minerai brut exporté du Canada a quintuplé, alors que la quantité de minerai transformé demeure la même. Et la robotisation de l'industrie des mines diminue le nombre d'emplois.

«Ça ne paie pas d'impôt, les minières, juste sur leurs bâtiments», s'indigne Monderie. La majorité des compagnie minières opérant au Québec n'ont payé aucune redevance entre 2002 et 2008, précise-t-on dans le film, tout en créant une richesse de 17 milliards de dollars.

«En Australie, les compagnies sont obligées de verser davantage de redevances au pays. Au Botswana, c'est 50/50. On pourrait aussi être partenaires du projet minier. Alors pourquoi ce sont des étrangers qui vont transformer notre minerai ailleurs? tonne Desjardins. *Pourquoi on fait juste fournir le matériau? Pourquoi on ne les fabrique pas chez nous, ces boulettes? C'est le modèle colonial qui perdure et la fierté prend le bord. La mondialisation n'aide pas notre affaire. On a nationalisé l'électricité, et le Québec se comporte aujourd'hui comme une extension politique des chambres de commerce, sans préoccupations sociales. Ça nous coûte 30 % de plus cher que dans les autres provinces. On est perdants sur toute la ligne, on est niaiseux. Le Plan Nord? La belle affaire! Tu peux prévoir deux ou trois ans à l'avance, selon le prix des métaux. Qu'est-ce qui va arriver dans 25 ans? Mystère! Tout cela est du court terme électoral, qui me rappelle les 100 000 emplois de Bourassa.»*

Quant aux retombées sur l'environnement, leur vie abitibienne leur en a démontré l'ampleur.

«Aujourd'hui, les nouvelles mines ne peuvent plus déverser leurs résidus dans le lac, mais elles ne sont pas responsables des méfaits passés: tout ces résidus qui restent dans les nappes phréatiques, dont l'arsenic au fond du lac Témiscamingue, précise Monderie, *j'aimerais ça que les industries minières prennent la responsabilité dans la décontamination pour le milliard de dommages déjà causés. Le ministère des Ressources naturelles paie à leur place et leur collusion là comme ailleurs est inacceptable.»*

Alors ils lancent *Trou Story* en espérant servir de bougie d'allumage, tout en sachant que le film créera la controverse dans leurs terres de mines, mais appelant tout le monde à regarder plus loin que le bout du chèque, en direction du trou.

Le Devoir

TINTIN

SUITE DE LA PAGE 1

La Licorne, sur la natte d'un marchand ambulant, comme dans les premières cases du *Secret de La Licorne*, les aventures de Tintin imaginées en 1943 par Hergé, portées à l'écran en 2011 par Steven Spielberg et qui depuis quelques jours font drôlement battre le cœur de la ville.

«C'est inévitable», lance Jean Auquier, sous le regard bienveillant du buste de Tintin qui, après avoir passé 30 ans sur le bureau d'Hergé, trône désormais au pied des escaliers du Centre belge de la bande dessinée (CBBD), rue des Sables, qu'il dirige. *«Ça n'arrive qu'une seule fois dans l'histoire de la bande dessinée: le meilleur raconteur d'histoires au cinéma rend hommage au plus célèbre raconteur d'histoires en bande dessinée et c'est ici que cette nouvelle aventure commence.»*

«Born in Brussels» (né à Bruxelles). Les mots posés sur la gigantesque toile mettant en scène le héros à la houppe déployée au-dessus de la place de Brouckère, au centre-ville de la capitale belge, donnent le ton de la démesure: à cet endroit, cet après-midi, *Les aventures de Tintin: le secret de La Licorne*, transposition sur grand écran et en 3D de l'univers d'Hergé par le duo Spielberg à la réalisation et Peter Jackson aux effets spéciaux va être dévoilée en avant-première mondiale, en présence du réalisateur et de sa distribution. Un deuxième lancement est prévu également en soirée à Paris avant une sortie de l'opus partout en Europe, le 26 octobre prochain et le 23 décembre en Amérique du Nord.

«C'est un peu comme un double retour aux sources, résume le tintinologue Benoit Peeters, également scénariste de la série *Les cités obscures. Tintin est né à Bruxelles, mais il a aussi démarré sa carrière en 1930 par un grand mouvement de foule orchestré dans cette ville par le directeur du journal* Le Vingtième Siècle.*»*

À l'époque, le jeune reporter vit, avec son fidèle Milou, ses premières aventures au pays des Soviets, par épisode dans le supplément jeunesse du journal *Le Petit Vingtième*. Pour célébrer la livraison de la dernière planche, Norbert Wallez met alors en scène à la gare du Nord le retour du héros, avec un acteur sortant d'un train avec son chien. Au cœur des années sandwich, la jeunesse belge est en liesse.

«Pour Hergé, ça a été un moment important, dit Peeters. *Il a pris conscience de la force de son personnage et cet événement aura finalement été le déclencheur de la saga Tintin»*, qui à l'origine avait été imaginée par son créateur pour ne pas aller plus loin que ce récit fondateur.

Une nouvelle vague

Près de 30 ans après avoir approché Hergé pour l'adaptation de son univers au cinéma, après quelques tentatives manquées et surtout 135 millions d'investissement plus loin, Steven Spielberg doit certainement rêver à la même destinée pour sa relecture de Tintin qui pourrait bien donner le coup d'envoi, dans une nouvelle génération et dans de nouveaux marchés, d'une deuxième vague d'adoration de ce personnage pour le moins étonnant: sa dernière aventure remonte à 1976. C'était *Tintin et les Picaros*. Depuis, il n'a rien fait de nouveau, mais continue malgré tout à marquer les esprits.

«Amener la bande dessinée belge à Hollywood, c'est une confrontation intéressante, mais cela reste une idée un peu baroque, lance, attablé dans une brasserie bruxelloise, le scénariste Jean-Claude de la Royère. *Tintin fait partie de l'histoire. Ce qui se fait aujourd'hui en bande dessinée, ce n'est plus ça. Est-ce que les jeunes vont être séduits par le personnage? Sans doute dans sa version actualisée à l'écran. Mais cela ne va pas forcément les conduire vers le Tintin des bandes dessinées qui vit dans un environnement où les téléphones sont encore à fil et où les bulles contiennent beaucoup trop de mots.»*

Cette nouvelle séduction du célèbre reporter par l'image animée, le film de Spielberg présenté hier soir à Bruxelles en avant-avant-première mondiale à une poignée de journalistes, l'annonce sans aucun doute avec son rythme soutenu et son esthétique contemporaine unique induite par la technique de la capture de mouvement, utilisée dans le film *Avatar* de James Cameron. Elle inscrit des mouvements d'acteurs dans des univers d'images de synthèse.

En 107 minutes d'action, pleines d'humour et de citations convaincantes du monde créé par Hergé, le père de *E.T.* puise dans *Le secret de La Licorne* et *Le crabe aux pinces d'or*, deux albums sans lien, qu'il assemble habilement pour créer un divertissement familial dont il a le secret de la recette, et surtout le rêve qu'il a un jour de 1983 exposé à la veuve d'Hergé: faire de Tintin un *«Indiana Jones pour enfants»*. La mort a empêché, cette année-là, les deux hommes de se rencontrer.

«Tintin n'avait jamais été bien servi au cinéma… jusqu'à maintenant», résume Benoît Peeters.

Assis dans le lobby du Musée Hergé de Louvain-la-Neuve, Nick Rodwell, grand patron de Moulinsart SA, gardien de la mémoire d'Hergé qui a cédé à Spielberg les droits d'adaptation de Tintin, fait preuve de réserve. Souvent exposé à la critique, depuis deux ans, l'homme a décidé de ne plus parler à des journalistes. Pour *Le Devoir*, il a fait toutefois hier une petite exception: *«Nous sommes heureux d'avoir cette avant-première ici, c'est sûr*, dit-il avec son accent d'homme d'affaires britannique devenu le nouveau mari de la veuve d'Hergé. *Ça n'aurait pas pu se faire en Slovaquie ou en Pologne. Même si nous allons prendre part aux festivités, nous ne nous arrêtons pas trop à ça, car nous sommes toujours en mouvement.»*

Plus loin dans ce bâtiment, sorte de mausolée érigé en banlieue de Bruxelles à la mémoire d'Hergé, Roger Vangeneberg, administrateur des lieux et ex-président des éditions Casterman, qui accompagnent depuis toujours Tintin dans sa version imprimée, se montre un peu plus loquace. *«On peut s'attendre à ce que Spielberg, avec ce film, fasse aller Tintin ailleurs, dans une autre direction, mais nous n'avons pas de craintes que cela le dénature.»*

Et pourtant. À Bruxelles, depuis quelques jours, tout l'environnement semble pourtant démontrer le contraire. À l'aéroport, le visiteur est accueilli par une publicité pour le Thalys, le train à grande vitesse qui relie Paris à la capitale belge et qui est désormais «vendu» par Tintin, sous les traits pixelisés de l'acteur britannique Jamie Bell. Il fait la même chose pour les voitures Peugeot.

Le personnage se décline également, avec Haddock, Milou et un side-car sur une affiche publicitaire pour le roi du burger-frite McDonald, seul pour les biscuits industriels Pitch et en groupe sur des verres offerts par les stations-service Total. Mille milliards de mille sabords, comme dirait l'autre.

Des produits dérivés qui, en attendant ceux du deuxième opus de Tintin au cinéma, *Le temple du soleil*, sur lequel planche Peter Jackson pour 2012, pourraient bien un jour se retrouver dans les cartons des marchands ambulants du marché aux puces de Bruxelles où hier, aucune réplique de *La Licorne* n'était finalement en vue. *«Je me demande s'il y en a déjà eu ici»*, lance en souriant Cécile, antiquaire spécialisée dans les masques africains et les vieilles médailles au centre de cette place remarquablement bien reproduite par Spielberg en ouverture de son film. Et elle ajoute: *«Il faut dire que dans les dernières années, la qualité a beaucoup baissé ici aux alentours. C'est à cause de la crise.»*

Le Devoir

Notre journaliste est l'invité d'Air Canada et de Tourisme Wallonie-Bruxelle.

LE DEVOIR
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. *Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Janvier de Mirabel, Québec, division de Québécor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007